



AUTONOMISER LES FEMMES – METTRE FIN A LA VIOLENCE

EVALUATION DU PROJET A MADAGASCAR



Claudia Rakotonirina, chargée de programme de GL Madagascar interviewant une entrepreneure émergente à Manjakandriana

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=55442

Crédit photo: Razanadratefa Zotonantenaina

Sommaire

REMERCIEMENTS	4
LISTE DES ABBREVIATIONS.....	5
1- RESUME EXECUTIF.....	6
2- CONTEXTE PAYS	9
3- LES PRINCIPALES COMPOSANTES DU PROGRAMME.....	12
4- CHANGEMENTS AU NIVEAU INDIVIDUEL – SENS DES AFFAIRES ET ACUTE FINANCIERE	21
5- CHANGEMENT AU NIVEAU INDIVIDUEL : CAPACITE D’ENTREPRENDRE ET CONFIANCE EN SOI	38
6- CHANGEMENT AU NIVEAU DES RELATIONS INTIMES DES BENEFICIAIRES	51
7- CHANGEMENT AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE.....	60
8- CHANGEMENT AU NIVEAU DE LA SOCIETE	66
9- OPTIMISATION DES RESSOURCES – RAPPORT QUALITÉ-PRIX	67
10- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	71
ANNEXE A: ANALYSE DES ATOUTS, FAIBLESSES, OPPORTUNITES DU PROJET ET MARCHÉ A SUIVRE	76

REMERCIEMENTS

Ce rapport n'aurait pu voir le jour sans le concours de plusieurs acteurs. Par conséquent, nous remercions tout d'abord les 183 femmes entrepreneures émergentes, bénéficiaires de ce projet, qui ont fait confiance à *Gender Links - Madagascar* pour l'application du projet, en racontant leur vécu et leurs expériences personnelles et en participant assidûment à toutes les étapes de la formation. Leur sens de l'abnégation a permis au projet d'avoir un impact positif sur la vie de chaque bénéficiaire.

Nous exprimons également notre gratitude aux dix communes bénéficiaires de ce projet : celles d'Antananarivo, d'Ambatondrazaka, de Bongatsara, de Foulpointe, de Manjakandrianana, de Mahajanga, de Moramanga, de Morondava, de Toamasina et de Tsiafahy, qui n'ont pas ménagé leur temps et les ressources nécessaires pour soutenir ce programme. Il faut aussi saluer les Centres d'Ecoute et de Conseils Juridiques (CECJ), qui nous ont aidés à identifier les bénéficiaires, et nous ont appuyés techniquement dans la réalisation du projet.

Un grand merci à toute l'équipe de *Gender Links-Madagascar*, les mentors et les facilitateurs du programme, qui ont montré leur engagement et leur disponibilité dans l'application du projet en général.

Sans compter la directrice générale de *Gender Links*, Colleen Lowe Morna, qui en collaboration avec la *Programme Manager* Anne Hilton, la *Governance Manager*, Mariatu Fonnah, et la responsable de suivi et de l'évaluation Monica Bandeira, qui ont conçu la méthodologie de cette évaluation et ont fourni des conseils stratégiques. Sans oublier, Ialfine Papisy, directrice du bureau francophone, qui a supervisé l'application du projet à Madagascar.

Pour terminer, notre gratitude va aussi au fonds de l'ONU-Femmes pour l'égalité des sexes, FOKUS et le *Funding Leadership Opportunities for Women* (FLOW) du gouvernement des Pays-Bas, qui ont généreusement contribué à ce projet et à ceux de toute l'Afrique australe.

LISTE DES ABBREVIATIONS

CEO	Directrice générale
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes
CECJ	Centre d'Écoute et de Conseils Juridiques
COE	Centre d'Excellence
GEI	Indice d'autonomisation du genre
GEMSA	Genre et Médias Afrique australe
GL	Gender Links
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
PANAGED	Plan d'Action National sur le Genre et le Développement
PND	Plan National pour le Développement
PNPF	Politique Nationale pour la Promotion de la Femme
PDP	Plan de Développement Personnel
SADC	Communauté de Développement d'Afrique australe
VBG	Violence Basée sur le Genre

1- RESUME EXECUTIF

Au cours des 12 dernières années, *Gender Links* (GL) a travaillé avec les survivantes de VBG afin de recueillir leurs témoignages personnels ou «*I stories*». Le projet intitulé «La guérison par l'écriture» fournit des indications sur certains moteurs de violences sexistes, en particulier sur la violence conjugale. Dans leurs témoignages, plusieurs femmes ont affirmé que la dépendance économique constitue à la fois une cause de violence mais également une raison pour le retour aux relations abusives. Voir <http://www.genderlinks.org.za/page/i-stories>.

En 2013, GL a animé un projet d'entrepreneuriat afin de tester l'hypothèse selon laquelle l'autonomisation économique pourrait améliorer la condition de vie des femmes en augmentant leurs capacités à négocier des relations plus sûres ou d'abandonner une relation abusive.

Le projet a ciblé 15 survivantes dans chacune des 100 communes de dix pays de la SADC, soit 1500 femmes au total. Les communes où ce projet a été mené sur une base pilote, font partie des 425 communes CE qui suivent un processus en dix étapes comprenant l'élaboration de plans d'action du genre avec des programmes phares pour mettre fin à la VBG.



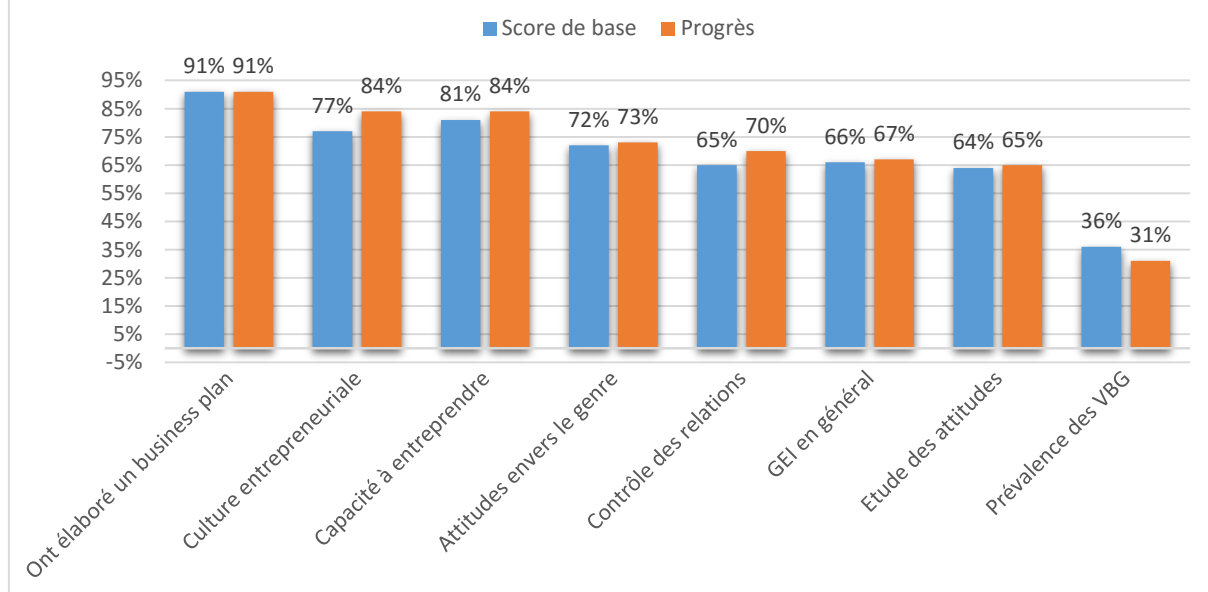
Les participantes du projet à Manjakandriana
Photo : Zotonantenaina Razanadratefa
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=55421

La phase pilote, terminée durant la première moitié de 2015, a concerné 1557 femmes. Ce rapport fait partie du suivi et de l'évaluation de ce projet, associant des outils qualitatifs et quantitatifs recueillis et analysés à travers le GEI¹ développé spécialement pour ce programme.

A Madagascar, le projet a été appliqué dans cinq régions, à savoir Analamanga, Boeny, Menabe, Atsinanana et Alaotra Mangoro et a été mené dans dix communes, notamment Bongatsara, Tsiafahy, Moramanga, Toamasina, Morondava, Antananarivo, Manjakandriana, Foulpointe, Mahajanga et Ambatondrazaka. Au total, 183 femmes ont bénéficié du projet.

¹ Il s'agit de questionnaires administrés auprès de chaque bénéficiaire au début et à la fin du projet. Ces questionnaires mesurent l'ampleur de l'inégalité entre les sexes, sur la base d'estimations du revenu des femmes, les formes de violences qu'elles ont subies, le type de relation qu'elles entretiennent avec leurs partenaires, les procédures qu'elles ont suivies pour quitter des relations abusives, etc. L'analyse de ce questionnaire permettra d'aboutir à un indice ou à un pourcentage indiquant la capacité de chaque femme à abandonner une relation abusive.

Graphique 1.1 Bilan des résultats du projet à Madagascar



Le graphique 1.1 fait le bilan des progrès réalisés à travers chaque élément du questionnaire (GEI) avant et après le projet. Cette analyse permet de mesurer l'impact du projet sur les bénéficiaires d'une manière générale.

Le progrès le plus significatif concerne la culture entrepreneuriale, qui a augmenté, passant de 77 % à 84 %, soit une augmentation de 7 %. Le pourcentage de femmes s'étant lancées dans des activités entrepreneuriales est resté le même. Cependant, le pourcentage des violences a diminué de 5 %.

Les femmes bénéficiaires du projet ont également su négocier des relations non violentes avec leurs partenaires. Et 70 % d'entre elles sont actuellement en mesure de s'affirmer au niveau du couple, alors que seules 65 % en étaient capables au début du projet. Ces résultats peuvent être interprétés par le fait que ces femmes ont pu contribuer aux revenus du ménage et ce faisant, elles ont gagné le respect de leurs partenaires.

La volonté des femmes à entreprendre et leur confiance en elles ont augmenté de 3 % tandis que leurs attitudes concernant l'égalité des sexes sont restées les mêmes.

Le niveau intellectuel des femmes bénéficiaires figure parmi les défis de l'application du projet. En effet, les manuels de formation requièrent un niveau d'instruction assez élevé alors que la majorité des participantes étaient analphabètes.

Néanmoins, la majeure partie des bénéficiaires ont pu développer leurs activités grâce aux techniques et aux leçons apprises lors des formations.

Groupe de discussion dans la commune de Mahajanga

Durant le groupe de discussion organisé dans la commune de Mahajanga, les participantes ont été unanimes à reconnaître l'efficacité du programme. Elles ont affirmé que les formations les ont encouragées à s'exprimer davantage et à rejeter la violence. Dans la

société, elles sont devenues plus actives et sont en mesure de partager leurs expériences avec les autres survivantes de violence.

Le principal défi au niveau personnel est leur niveau intellectuel. «*Certains des modules ont été difficiles à assimiler*», selon les participantes.

Par rapport au démarrage des activités, certaines d'entre elles ont eu des difficultés à trouver des sources de financement pour pouvoir se lancer.

Selon les participantes, le projet est viable aussi longtemps que GL effectue des suivis et des évaluations trimestrielles.

La session consacrée à l'informatique et à l'Internet leur a permis de découvrir des opportunités de marchés potentiels. Cependant, cette session devrait être renforcée en vue de développer leurs connaissances. Le réseautage entre les participantes étant bien établi, elles se réunissent depuis mensuellement pour discuter et s'entraider.



Voahirana RABAKOLINANDRIANALIVASOLO,
point focal de Gender Links à Mahajanga

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=55397

Les participantes tentent de développer leurs entreprises, même sans l'encadrement de GL.

2- CONTEXTE PAYS



Madagascar est la cinquième plus grande île au monde après l'Australie, le Groenland, la Nouvelle-Guinée et Bornéo. Longue de 1 580 km et large de 580 km, elle couvre une superficie de 590 000 km². Le pays est divisé en six provinces et 22 régions avec plus de 22 millions d'habitants.

Madagascar est une république à régime semi-présidentiel multipartite, où le président est le chef de l'État et le Premier ministre, chef du gouvernement. Le pouvoir exécutif est entre les mains du gouvernement tandis que le pouvoir législatif est partagé entre le gouvernement et les deux chambres du Parlement. Le pouvoir judiciaire est indépendant des deux premiers.

La dernière mise à jour sur la situation macro-économique publiée par le bureau de la Banque mondiale révèle une lente reprise économique, qui se reflète dans la baisse de la création de

nouvelles entreprises, dans la création d'emplois, et la consommation des produits pétroliers. Les catastrophes climatiques ont également eu un coût élevé sur l'économie, entraînant une hausse de l'inflation et une réduction du pouvoir d'achat des ménages. La croissance du Produit Intérieur Brut est estimée à 3,4 % en 2015 (3,3 % en 2014), principalement générée par l'industrie extractive et le secteur tertiaire. L'inflation a été maintenue à 6 %, malgré la suppression progressive des subventions sur les produits pétroliers.

Genre et gouvernance

Malgré la signature par Madagascar de différents instruments internationaux, régionaux et nationaux, la représentation des femmes dans la prise de décisions reste très faible. En 2008, seules 4,46 % des maires étaient des femmes, 6,03 % et 11 % étant respectivement des conseillères et des parlementaires. Lors de la dernière élection législative de 2013, le pourcentage de femmes élues au Parlement a augmenté et est passé à 21 %. Toutefois, ce taux reste encore très faible et loin de l'objectif de 50 %. Néanmoins, malgré l'absence de statistiques officielles, les dernières élections communales, tenues en juillet 2015, ont révélé une augmentation de la participation féminine, tant au niveau des candidates qu'au niveau des élues.

Genre et économie

Après cinq ans de crise, la situation socio-économique de Madagascar demeure critique. La faiblesse de la croissance économique et sa mauvaise répartition n'ont pas permis d'améliorer les conditions de vie de la grande majorité des Malgaches, compromettant ainsi la réalisation des objectifs des OMD en 2015. Selon l'enquête nationale de suivi des OMD pour 2012/13, plus de 70 % de la population dont 77 % en milieu rural, vit en dessous du seuil national de pauvreté. Le taux de chômage reste particulièrement élevé chez les jeunes

et les emplois précaires se sont généralisés avec la crise, touchant près de 81 % des travailleurs, notamment les femmes vivant en milieu rural. A cela s'ajoute l'insécurité dans tout le pays, qui favorise toutes les formes de violences.

La participation des femmes dans les instances de décisions économiques reste marginale, plaçant Madagascar au dernier rang parmi les pays de la SADC. Par ailleurs, les femmes sont toujours moins nombreuses que les hommes à travailler dans le secteur formel. Elles restent les plus touchées par la pauvreté. A travail égal, le salaire moyen des femmes reste inférieur à celui des hommes. Le développement et le renforcement des activités génératrices de revenus des femmes se multiplient dans le cadre d'actions pour l'efficacité économique de la femme à travers des appuis matériels, techniques et financiers. L'accès des femmes aux ressources financières reste problématique : difficulté de formalisation de leur activité, liée aux lourdeurs administratives et/ou à une fiscalité jugée pénalisante. D'un côté, il y a la difficulté d'accès au financement, une faible capacité d'endettement, des taux bancaires non avantageux pour les micro-entreprises. De l'autre, c'est le faible accès à la formation professionnelle et un accès très limité à l'information pour atteindre des marchés plus importants.

Les VBG à Madagascar

Les VBG constituent l'un des blocages importants à l'épanouissement personnel et économique de la femme. En effet, d'une manière générale, ce type de violence affecte principalement les femmes et les filles. Bien qu'elle ait des effets dévastateurs sur l'ensemble de la société, de toutes les violations des droits de l'Homme, la VBG reste le problème le moins souvent abordé.

A Madagascar, le phénomène est assez alarmant. En effet, selon l'enquête nationale sur le suivi des OMD, plus de 30 % des femmes sont victimes de plusieurs types de violences. Bien que la violence psychologique soit la plus répandue, la violence physique est endurée par 12 % des femmes et la violence sexuelle est supportée par 7 % d'entre elles. Là où la VBG est plus courante à Madagascar, c'est dans les foyers entre partenaires intimes. Mais toujours selon cette enquête, 73,5 % des survivantes n'ont jamais tenté de trouver de l'aide.

Madagascar, en tant que pays membre des Nations Unies, a signé et ratifié plusieurs instruments juridiques internationaux portant sur la promotion et la protection des droits de la femme, en particulier la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) en 1988. Sur le plan régional, Madagascar a également signé le protocole de la SADC sur le genre et le développement en 2008 qui comprend un objectif spécifique sur la lutte contre les VBG. Ces engagements devraient concourir à la réalisation de l'OMD3 qui fait état de «*Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes*». Au niveau national, en l'an 2000, le gouvernement malgache



Les responsables du Centre d'Ecoute et des Conseils Juridiques à Bongatsara

Photo : Zotonantenaina Razanadratefa

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=54760

a adopté la PNPF pour un développement équilibré hommes-femmes. Cette politique a été suivie par l'application du PANAGED entre 2004 et 2008. Récemment, Madagascar a développé un PND dans lequel l'approche genre est mentionnée.

D'un point de vue juridique, certaines dispositions législatives évoquent la lutte contre la violence faite aux femmes, notamment la loi n°2000-021 du 12 octobre modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal malgache relatives aux violences faites aux femmes et aux infractions aux mœurs, ont été adoptées (articles 330 à 340). Sur le plan culturel, la violence au sein de la famille subsiste car un adage malgache dit «*Ny tokantrano tsy ahahaka*», qui se traduit librement par la violence ne doit pas sortir du cercle privé. Les femmes victimes de violence refusent de révéler la vérité parce qu'elles éprouvent un sentiment de honte.

Gender Links-Madagascar

Ayant son siège en Afrique du Sud, GL a ouvert officiellement son bureau à Madagascar en juin 2011 mais a travaillé depuis 2008 à Madagascar à travers le réseau GEMSA. GL a quatre domaines d'activités: l'application du Protocole de la SADC sur le genre et le développement, les médias, la gouvernance et la justice du genre.

Actuellement, à travers son programme sur la gouvernance, GL travaille avec 67 communes dans 15 régions de Madagascar afin d'intégrer l'approche du genre dans les collectivités locales. Le développement économique local fait partie intégrante du plan d'action sur le genre que chaque commune ou COE adopte dans le cadre de l'initiative d'intégration du genre. Voir <http://www.genderlinks.org.za/page/centres-of-excellence>.

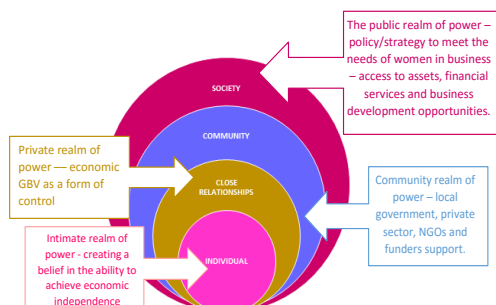


Participantes à l'atelier Centre d'Excellence du Genre dans la commune d'Andramasina

Photo : Zotonantenaina Razanadratefa

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=39977

La théorie du changement de GL



et sociétales.

Le programme met l'accent sur l'accompagnement et le renforcement des capacités des bénéficiaires à propos des techniques entrepreneuriales, incluant le renforcement de la confiance en soi, la prise de décisions, la gestion d'entreprise, l'utilisation de l'informatique, le réseautage et la lutte contre les inégalités entre l'homme et la femme. Le projet vise à traiter les relations de pouvoir au niveau individuel, et au niveau des relations personnelles, communautaires

3- LES PRINCIPALES COMPOSANTES DU PROGRAMME

Groupes cibles

Gender Links-Madagascar a travaillé en étroite collaboration avec la commune et les CECJ sur la sélection des bénéficiaires du projet. Avant le projet, une enquête sur chaque bénéficiaire potentielle a été menée. Priorité a été accordée aux femmes les plus vulnérables, qui ont subi des maltraitements importantes ou qui ont un handicap. Le niveau d'éducation ne figurait pas parmi les critères de sélection.

Objectifs

L'objectif général de cette action est de contribuer à la réduction des VBG et de promouvoir l'autonomisation des femmes à Madagascar.

Afin de concrétiser cet objectif général, le projet a reposé sur trois objectifs spécifiques et complémentaires, à savoir :

- Faire les survivantes des VBG connaître leurs droits.
- Les outiller pour qu'elles deviennent financièrement autonomes.
- Faciliter l'accès aux crédits pour elles en les mettant en relation avec les agences de microcrédit et des mentors (chefs d'entreprises).

Le concept Centre d'excellence

Le concept de COE a été développé à la suite de la recherche portant sur «Le genre et les collectivités locales», menée par GL en 2007-2010 et ce, à travers les municipalités de la région de l'Afrique australe, incluant Madagascar. Les résultats de la recherche à Madagascar ont démontré les obstacles suivants : 19 % des personnes interviewées, hommes et femmes confondus, pensent que l'éducation est le premier facteur de blocage d'accès des femmes aux postes de décision au niveau des communes. En effet, ici comme ailleurs, la tendance est d'être plus exigeante envers les femmes qu'envers les hommes. La culture et la tradition et les responsabilités domestiques sont également des facteurs de blocage à peu près au même niveau (environ 10 %). Pour que le genre soit intégré dans la gestion communale, la mise en place de stratégies, de plans d'action du genre, ainsi que de plans d'action pour lutter contre les VBG, font partie des recommandations de cette recherche.

Le concept se présente comme suit :

Etape	Processus	Objectifs
1	Réunions avec les autorités locales pour l'adoption du projet.	Consiste à avoir l'accord des autorités locales pour mettre en œuvre le projet. Cette première étape a également pour objectif de sensibiliser les autorités locales. Les cibles sont les chefs de districts, les responsables des tribunaux administratifs, les maires en fonction, les conseillers et les chefs de <i>Fokontany</i> (hameau).
2	Analyse de la situation de la	Cette étape permet de comprendre la situation économique,

Etape	Processus	Objectifs
	commune	sociale et politique de la commune. Les données recueillies permettront d'aider les communes en fonction de leurs besoins. Une base de données des candidats(es) potentiels(les) est également élaborée.
3	Mobilisation communautaire afin de sensibiliser la communauté sur le contenu du Protocole de la SADC sur le genre et le développement en général et la participation des femmes dans la gestion communale en particulier	Il s'agit d'une réunion pour sensibiliser la communauté sur l'approche du genre, l'importance du vote de tout un chacun le jour du scrutin et également l'importance de la candidature féminine durant les élections communales. Le but étant d'informer la population que le pays a déjà signé un instrument régional, qui a pour objectif de placer 50 % de femmes aux postes de décision d'ici 2015.
4	Atelier sur le concept du genre, budget sensible au genre, sur les effets du changement climatique, le développement économique, la gestion des conflits et le VIH/SIDA	Organisation d'ateliers sur le concept du genre, la budgétisation sensible au genre, les VBG, le changement climatique, le développement économique, la gestion des conflits et le VIH/SIDA. Les parties prenantes à cet atelier sont les responsables communaux, les associations féminines, les services techniques déconcentrés, les femmes et les hommes candidats(es) potentiels(les).
5	Atelier de travail pour élaborer les plans d'action du genre et de lutte contre les VBG de la commune	C'est à ce niveau du processus que la commune développe un plan d'action du genre, ainsi qu'un plan d'action pour lutter contre les VBG. Les parties prenantes à cet atelier sont les responsables communaux, les associations féminines, les services techniques déconcentrés, les femmes et les hommes candidats(es) potentiels(les).
6	Adoption du plan d'action et signature de la déclaration d'engagement	Le plan d'action élaboré lors de l'étape 5 est adopté officiellement par les conseillers municipaux/communaux. Cette adoption est suivie par la signature de la lettre d'engagement. Pour la pérennisation de l'action, l'institutionnalisation des plans d'action est primordiale.
7	Renforcement des capacités des candidates potentielles aux élections communales (comment développer une campagne électorale, la campagne 50/50, comment utiliser les médias pour se faire entendre)	Cette étape du processus sert à renforcer les capacités des candidates, d'une part en matière de savoir-faire pour faire face aux élections communales, en l'occurrence «les rôles et les responsabilités des maires et des conseillers», «le développement d'un projet de société», «comment travailler avec les médias ?» et d'autre part, en matière de savoir être d'une candidate.
8	Les technologies de l'information au service du plaidoyer (incluant l'utilisation des téléphones cellulaires)	Renforcements des capacités des candidates potentielles sur l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) au service du plaidoyer.
9	Suivi et évaluation	Il s'agit d'une descente sur le terrain d'un vérificateur externe afin d'évaluer les avancements de chaque commune par rapport à son plan d'action. Le vérificateur administre des questionnaires afin de recueillir les perceptions de la communauté face à l'approche du genre. Des cas d'études sur le changement de vie des personnes dans la commune sont également collectés à la fin du processus.
10	Le sommet national et régional	Organisation d'un sommet national afin que les communes, à travers leurs parties prenantes, puissent présenter leurs bonnes pratiques. Le sommet est sous forme de concours et chaque

Etape	Processus	Objectifs
		acteur fait une présentation de sa bonne pratique. Les gagnants au niveau national présenteront par la suite leurs bonnes pratiques au niveau régional devant les 14 autres pays de l'Afrique australe.

En fonction des objectifs à atteindre, une étape peut être plus approfondie qu'une ou plusieurs autres. Un manuel de formation traduit en malgache est disponible pour appliquer le processus.

Les étapes de la formation d'entrepreneuriat

Les étapes de ce projet sont complémentaires et ont été étudiées afin de soutenir les survivantes de VBG autant sur le plan psychologique, économique que social.

Le tableau ci-dessous montre un résumé du programme.

Avant la formation	Résultats attendus
Recueil des expériences personnelles des survivantes identifiées, administration des questionnaires sur la situation de chaque survivante et sur la représentation sociale du genre dans chaque commune	Ces instruments combinés fournissent une base sur laquelle mesurer les changements au fil du temps.
Le questionnaire GEI mesure les attitudes envers les relations de genre	
Phase 1 (Cinq jours)	
Formation des survivantes sur l'approche genre, les droits de la femme, les VBG, la confiance en soi, et la sensibilisation sur la culture entrepreneuriale	Des objectifs sont fixés pour augmenter la confiance en soi et les connaissances des bénéficiaires à court terme
	Les femmes développent des idées et des compétences personnelles et entrepreneuriales
Phase 2 (Cinq jours)	
Formation des survivantes en matière de gestion simplifiée, de marketing, d'élaboration de business plan et d'utilisation des NTIC	La connaissance appliquée sur le démarrage et/ou la gestion d'une entreprise
	Développement des projets d'entrepreneuriat
Phase 3 (deux jours et demi)	
Consiste à: <ul style="list-style-type: none"> Faire un examen plus approfondi de la planification des activités et des recommandations pour le mentorat Voir les possibilités de mise en réseau pour identifier les possibilités de financement Identifier les sources potentielles de financement dans le pays 	Les projets d'entrepreneuriat sont évalués en fonction de leur faisabilité et améliorés afin qu'ils soient plus durables Mise en réseau pour identifier les possibilités de financement
<ul style="list-style-type: none"> Suivi et évaluation du programme, réécriture des expériences personnelles et des questionnaires GEI pour mesurer le changement 	Les changements et progrès personnels et économiques sont mesurés

- ✓ **Préformation : Recueil des histoires personnelles des survivantes identifiées, administration des questionnaires sur la situation de chaque survivante et sur la représentation sociale du genre dans chaque commune**

Cette première étape du processus consiste à faire une analyse générale de la situation des survivantes et de la commune d'intervention. En amont, une identification des femmes a été effectuée. Lorsque les femmes qui bénéficieront du projet ont été identifiées, un premier atelier de deux jours est organisé par l'équipe de GL et par l'équipe sur place. Lors de ce premier contact, le vécu des survivantes est recueilli. Cette première étape est d'une importance capitale. En effet, étant donné que les bénéficiaires du projet sont des femmes qui ont subies des maltraitements au cours de leur vie, une approche particulière est nécessaire avant d'entamer les formations. Selon Jean-Yves Revault, fondateur de la thérapie par l'écriture : «*L'écriture est une méthode de développement personnel, un travail qui permet d'accoucher de soi-même, de réparer le passé, de construire le présent et d'inventer l'avenir*». En d'autres termes, le fait d'écrire son histoire et d'extérioriser son vécu fait déjà partie du processus de la guérison. Cette méthode a permis aux survivantes de se retrouver, de réfléchir sur le présent et de planifier l'avenir. Les histoires recueillies lors de ce premier atelier ont également servi de base pour mesurer qualitativement l'impact du projet lorsque ce dernier arrive à terme.



Les participantes de la commune rurale de Foulpointe

Photo : Zotonantenaina RAZANADRATEFA

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_imageId=47295

Parallèlement, des questionnaires sur la situation de chaque survivante a été administré. Communément appelé GEI, ce questionnaire a été conçu pour mesurer l'ampleur des inégalités entre les sexes, faire une estimation des revenus de ces femmes, les types de violences qu'elles ont subies, le type de relation qu'elles entretiennent avec leur partenaire, les procédures qu'elles ont suivies pour abandonner les relations abusives, etc. L'analyse de ce questionnaire a permis d'aboutir à un indice ou un pourcentage indiquant le degré de capacité de chaque femme à sortir d'une relation abusive.

Au niveau de la commune d'intervention, 400 questionnaires ont été administrés avant l'intervention afin d'avoir un aperçu de la représentation du genre dans chaque localité. Ces questionnaires sont composées de trois outils, à savoir : (1) une étude sur les attitudes (2) la carte de score des citoyens qui évalue la connaissance de la population à propos des engagements du gouvernement envers l'application du protocole de la SADC sur le genre et le développement (3) un quizz portant sur les connaissances de ce protocole.

✓ **Phase 1 : Formation des survivantes sur l'approche genre, les droits de la femme, les VBG, la confiance en soi, et la sensibilisation sur la culture entrepreneuriale**

Qu'elle soit de nature psychologique, physique, sexuelle ou économique, la violence a toujours un impact dévastateur sur sa victime. L'état de tension, de peur et d'angoisse dans lequel les femmes maltraitées sont maintenues par leur agresseur peut induire différentes formes de troubles psychiques. Sur le plan physique, les coups reçus ont de graves conséquences et sont à l'origine de troubles variés. Selon l'OMS, les femmes victimes de violence conjugale perdent entre une et quatre années de vie au niveau de leur santé. Or, les violences physiques ne sont jamais isolées. Elles sont accompagnées d'injures, de menaces, de pression, de négation de la victime en tant que personne respectable et précèdent le plus souvent des rapports sexuels forcés. De ce fait, avant d'entamer toute forme de renforcement des capacités, il est tout d'abord primordial d'accompagner la survivante afin qu'elle soit prête psychologiquement à modifier sa vie.

C'est dans cette optique qu'a été élaborée la phase 1 qui redonnera aux femmes confiance en elles, qui leur expliquera l'approche du genre, leurs droits et également une introduction sur la culture entrepreneuriale. L'atelier de formation s'étale sur cinq jours.

✓ **Phase 2 : Formation des survivantes en matière de gestion simplifiée, de marketing, d'élaboration de business plan et d'utilisation des NTIC**

Une fois que les survivantes ont regagné confiance en elles et disposent chacune d'un plan de développement personnel, elles sont formées à la gestion simplifiée, au marketing, à l'élaboration d'un business plan et à l'utilisation des NTIC. L'analyse de ces thématiques leur a permis d'affiner leurs idées sur leur projet et de commencer à entamer les démarches nécessaires pour le matérialiser, tout en étant outillées sur les techniques entrepreneuriales.

✓ **Phase 3 : Mise en relation des survivantes avec les agences de microcrédit afin de pouvoir accéder au financement et démarrer leur activité**

Cette étape a pris la forme d'une plateforme d'échanges entre les survivantes, les banques, les agences de microcrédit, ainsi que les mentors. Les agences de microfinance et les représentants des banques ont informé les survivantes des possibilités de financement de leurs projets et ont donné des conseils sur l'élaboration d'un dossier de demande de financement. Cette entrevue était très importante du fait que les femmes résident dans les zones rurales et sont parfois réticentes lorsqu'il s'agit d'aller demander des conseils dans des bureaux. Ainsi, cette initiative a été une opportunité non négligeable pour elles.

Par ailleurs, les mentors seront également présents pour accompagner les survivantes dans l'application de leur business plans.

✓ **Phase 4 : Suivi et évaluation : Sommet national, capitalisation des acquis et documentation de l'impact du projet**

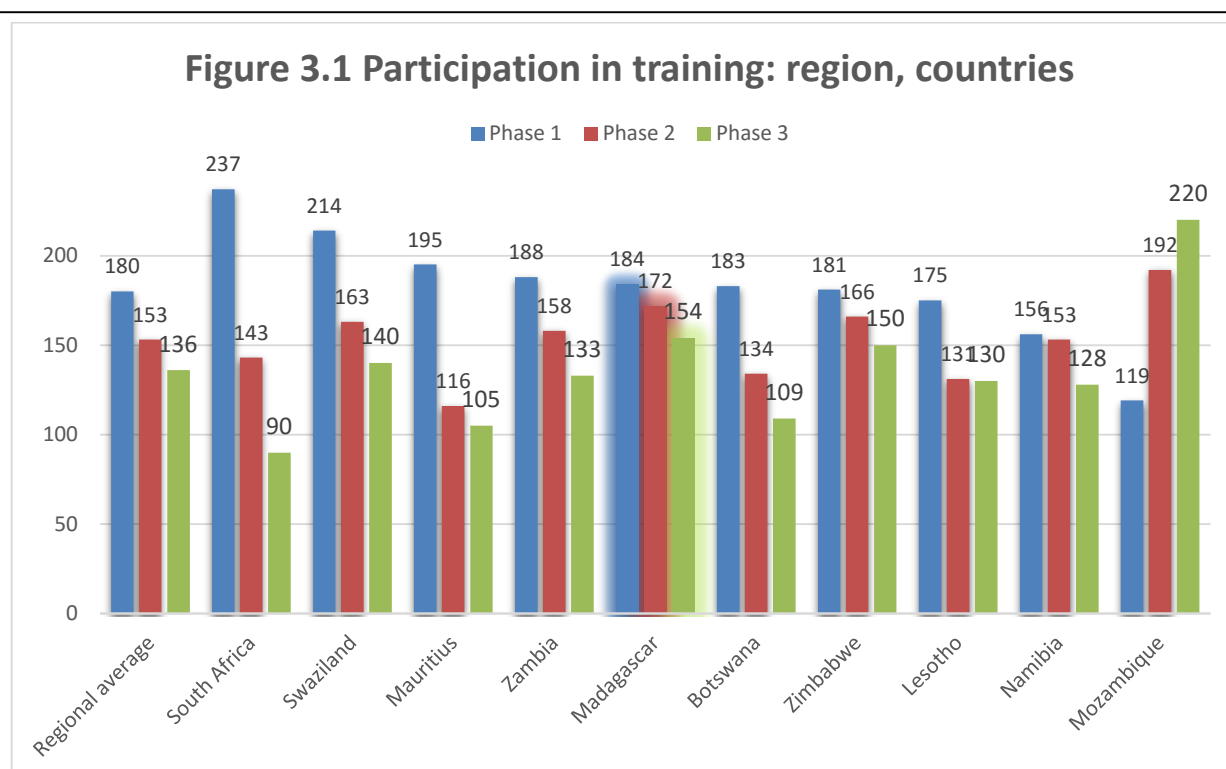
La dernière phase du projet s'est concentrée sur le suivi et l'évaluation. Tout d'abord, un sommet national a été organisé à Antananarivo et a regroupé les meilleures bonnes pratiques des femmes bénéficiaires de chaque région. En outre, ce sommet national a pour objectif de récompenser les femmes ayant réussi à rédiger un business plan. Par ailleurs, le sommet a également été une opportunité pour s'échanger de bonnes pratiques, non seulement pour les bénéficiaires mais également pour les formateurs, qui ont profité de l'occasion pour capitaliser sur les acquis afin d'évaluer le processus du programme.

Les outils de suivi et d'évaluation

- GEI : il s'agit de questionnaires soumis à chaque bénéficiaire au début et à la fin du projet. Ces questionnaires mesurent l'ampleur de l'inégalité entre les sexes, fait des estimations des revenus des femmes et un état des lieux des types de violences qu'elles ont subies, le type de relation qu'elles entretiennent avec leurs partenaires, les procédures qu'elles ont suivies pour sortir de ces relations abusives, etc. L'analyse de ce questionnaire aboutit à un indice ou à un pourcentage indiquant le degré d'habilité de chaque femme à abandonner une relation abusive.
- A photograph showing two women sitting at a table. The woman on the left is wearing a purple jacket and is looking down at a document. The woman on the right is wearing a black top and is also looking at the document. They appear to be in a meeting or a training session.
- Evaluation d'une bénéficiaire à Manjakandriana*
Photo : Zotonantenaina Razanadratefa
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=55424
- Ainsi, 400 questionnaires ont été administrés dans chaque commune avant et après l'intervention afin d'avoir un aperçu de la représentation du genre dans chaque localité. Ces questionnaires sont composées de trois outils, à savoir : (1) une étude des attitudes (2) la carte de score des citoyens qui étudie les connaissances de la population sur les engagements du gouvernement par rapport à l'application du protocole de la SADC sur le genre et le développement (3) un quizz axé sur les connaissances de ce protocole.
 - I-stories : l'histoire personnelle des bénéficiaires de l'action au début et à la fin du projet est écrite. Cette approche permet de mettre en exergue l'amélioration de vie de chaque bénéficiaire.
 - Les cas d'études : Pour une approche qualitative, les quatre meilleures réussites sont documentées.
 - Les acteurs du changement : deux personnes sont identifiées dans chaque localité comme des acteurs du changement. Leurs réalisations sont également documentées.

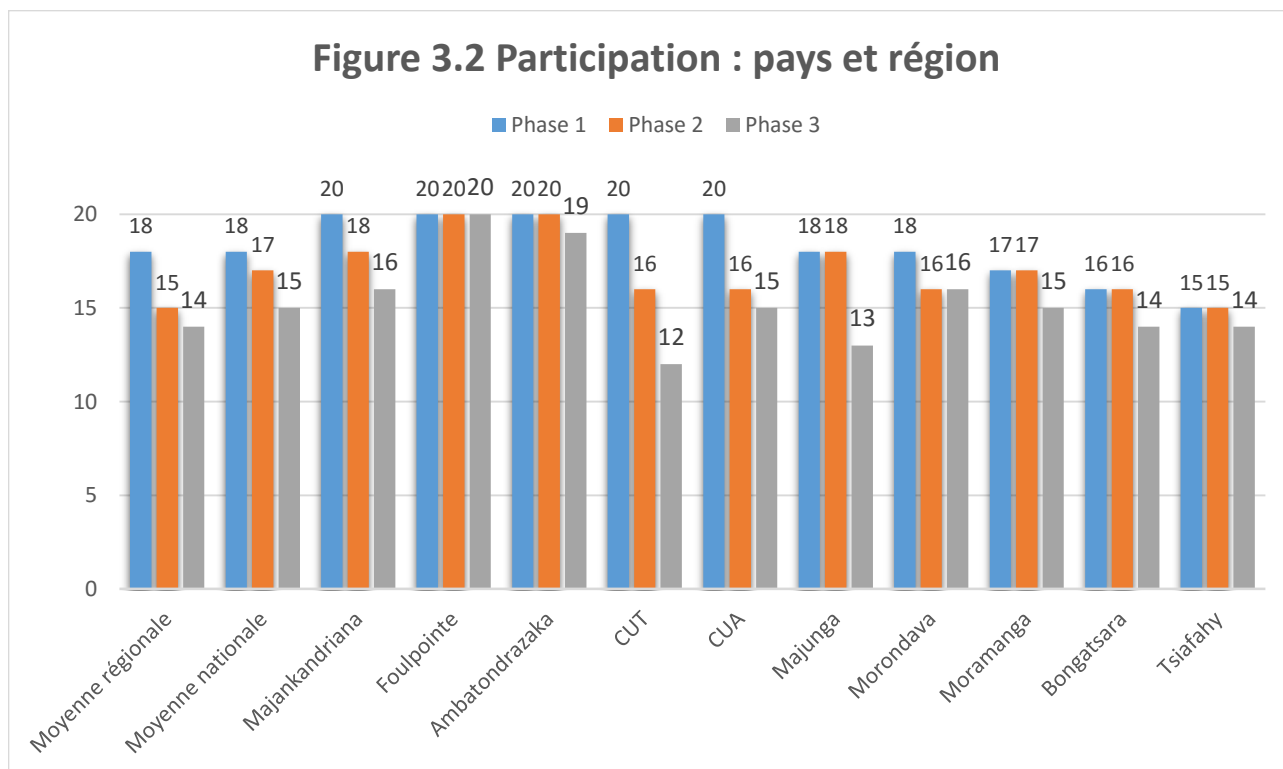
PARTICIPATION

Graphique 3.1 : Participation à la formation : région, pays



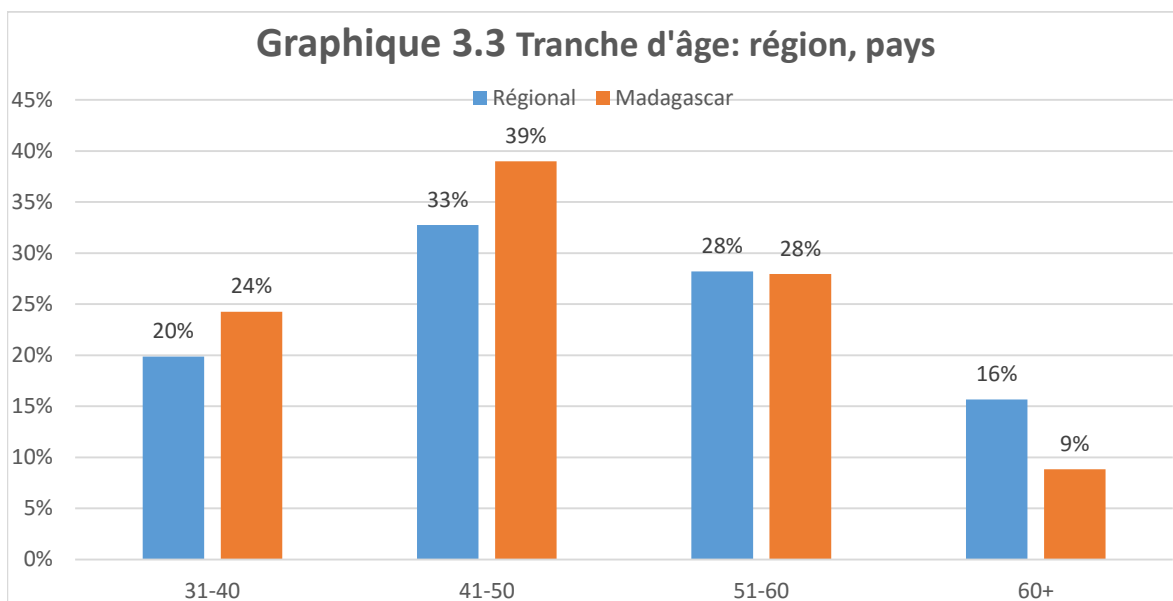
Par rapport à la région et les autres pays où le projet a été mené à bien, Madagascar figure parmi ceux qui ont le plus de bénéficiaires. Néanmoins, la participation a diminué au cours des différentes phases. Durant la première phase, les bénéficiaires étaient au nombre de 184 et au final, elles n'étaient plus que 154. Ainsi, 30 femmes ont quitté le programme.

Graphique 3.2 : Par commune



A Madagascar, bon nombre de participantes de la phase 1 ont continué les phases 2 et 3. C'est la raison pour laquelle le nombre de participantes de la phase 1 est plus élevé. En général, le nombre des bénéficiaires reste constant pour chaque phase sauf pour quelques communes où une diminution du nombre des participantes a été enregistrée, principalement pour trois communes : Toamasina, Antananarivo et Mahajanga. Pour les communes de Toamasina et Mahajanga, la diminution du nombre de participantes s'explique par le fait que certaines ont trouvé un travail ou ne peuvent pas abandonner leurs activités pendant la période de la formation. Pour la commune d'Antananarivo, certaines des participantes absentes n'ont pas de téléphones cellulaires et sont restées injoignables. D'autres ont eu des empêchements : accouchement, problèmes avec leur mari, garde et préparation du repas des enfants pendant la formation.

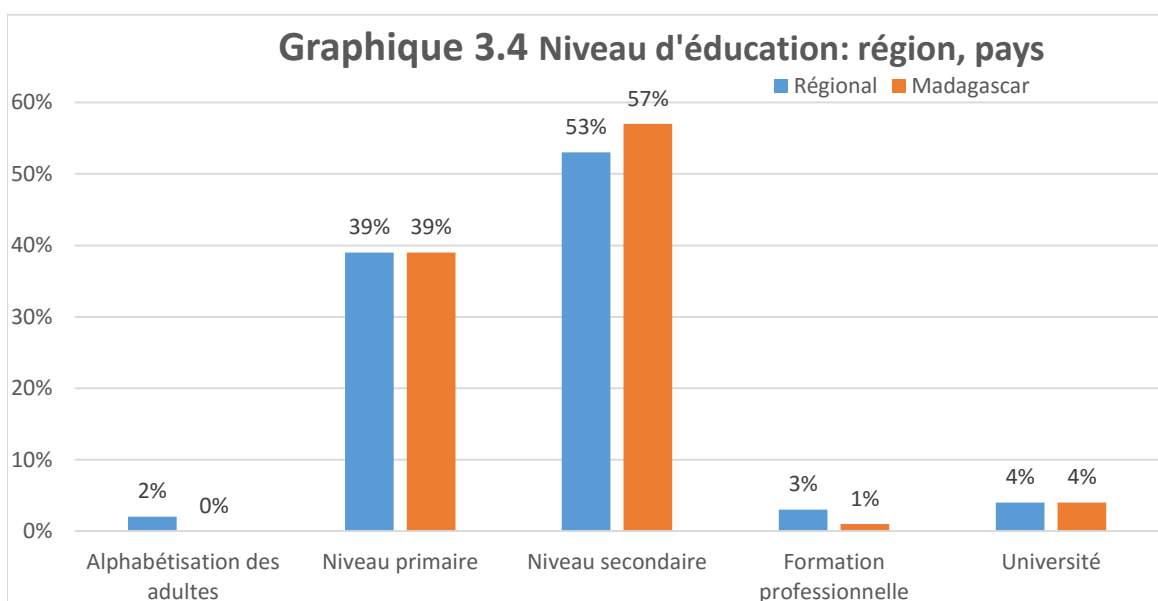
AGE ET NIVEAU D'EDUCATION DES PARTICIPANTES



Graphique 3.3 : Tranche d'âge des participantes

Au niveau régional et à Madagascar, les bénéficiaires âgées entre 41 et 50 ans étaient les plus nombreuses dans le cadre de ce projet. Et 33 % de femmes dans cette tranche d'âge figuraient au niveau régional et 39 % de femmes dans la même tranche à Madagascar. Le pourcentage des participantes entre 51 et 60 ans est identique au niveau régional et à Madagascar, soit 28 %. Les femmes sous la barre des 31 ans n'ont pas été enregistrées dans ce tableau. A Madagascar, seules 9 % des bénéficiaires ont plus de 60 ans.

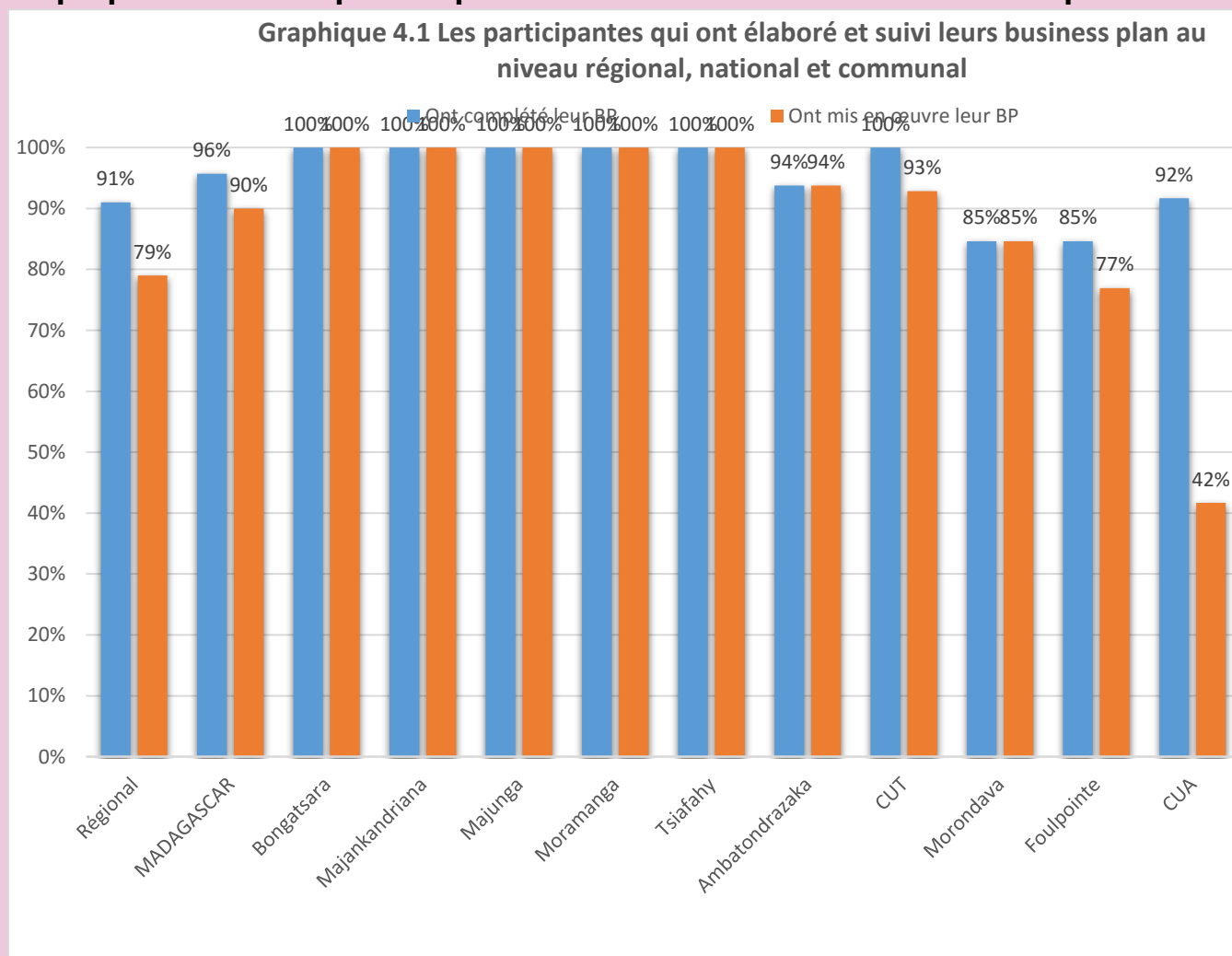
Graphique 3.4 : Niveau d'éducation



Plus de la moitié des bénéficiaires ont arrêté leurs études au niveau secondaire. Il en a été ainsi à 53 % au niveau régional et à 57 % à Madagascar. Par ailleurs, 39 % des participantes ont été scolarisées uniquement au primaire.

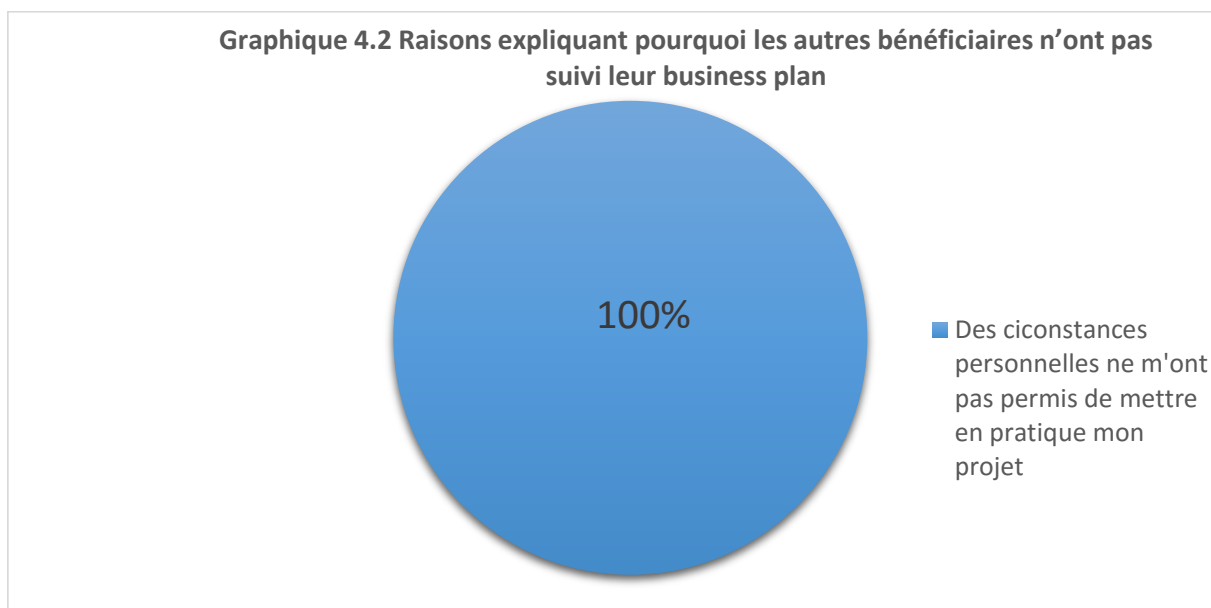
4- CHANGEMENTS AU NIVEAU INDIVIDUEL – SENS DES AFFAIRES ET ACUIE FINANCIERE

Graphique 4.1 : Participantes qui ont élaboré et suivi leurs business plan



Le taux de participantes ayant suivi leurs plans d'activités entrepreneuriales à Madagascar est élevé par rapport à la région, soit 90 % par rapport à 79 % respectivement. A Madagascar, 91 % des bénéficiaires ont réussi à élaborer leurs plans d'activités et 90 % d'entre elles ont pu les appliquer. Dans sept communes sur dix, toutes les bénéficiaires ont pu réaliser leurs projets.

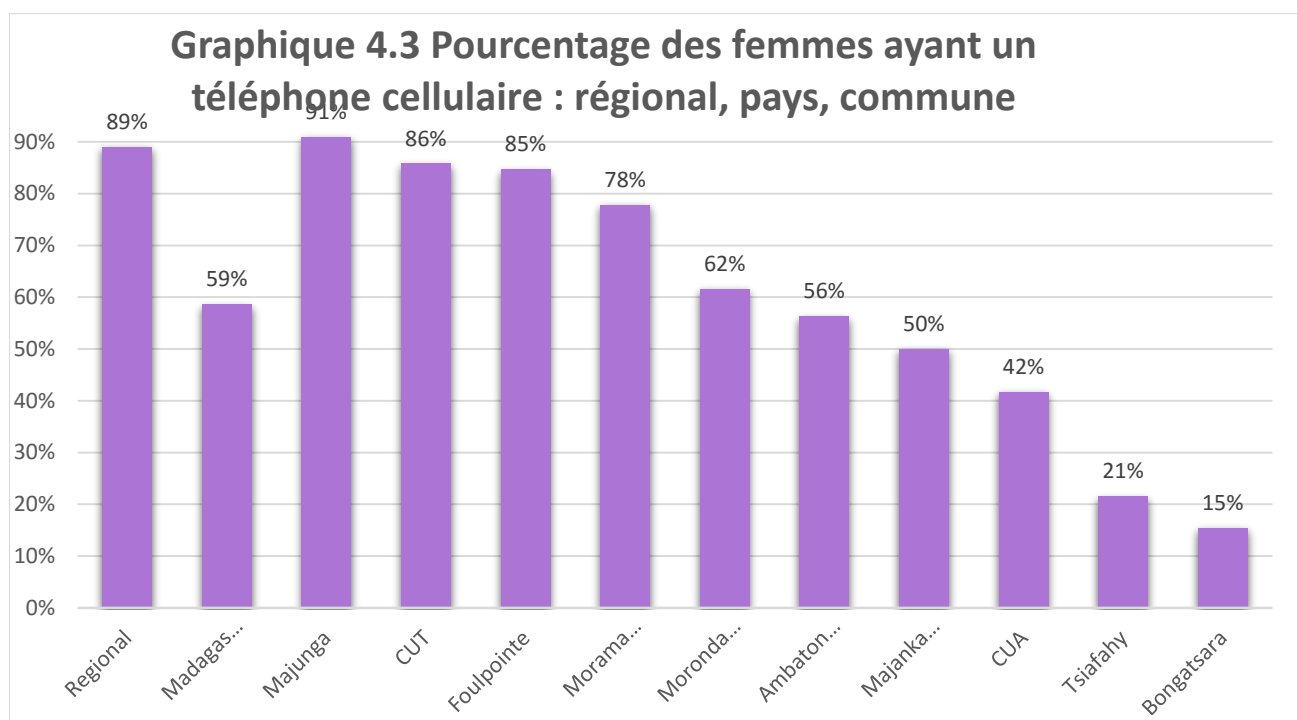
Graphique 4.2 : Raisons expliquant pourquoi les autres bénéficiaires n'ont pas suivi leur business plan



Dans trois communes, dont Antananarivo, Toamasina et Foulpointe, une moyenne de 30 % de femmes n'ont pas été en mesure d'appliquer leurs plans d'activités entrepreneuriales. Le manque de ressources financières figure parmi les raisons évoquées par les participantes. Par ailleurs, certaines d'entre elles ont préféré changer d'activité en fonction des opportunités locales ou exercer d'autres petites activités pour économiser et au final mettre en pratique le projet initial.

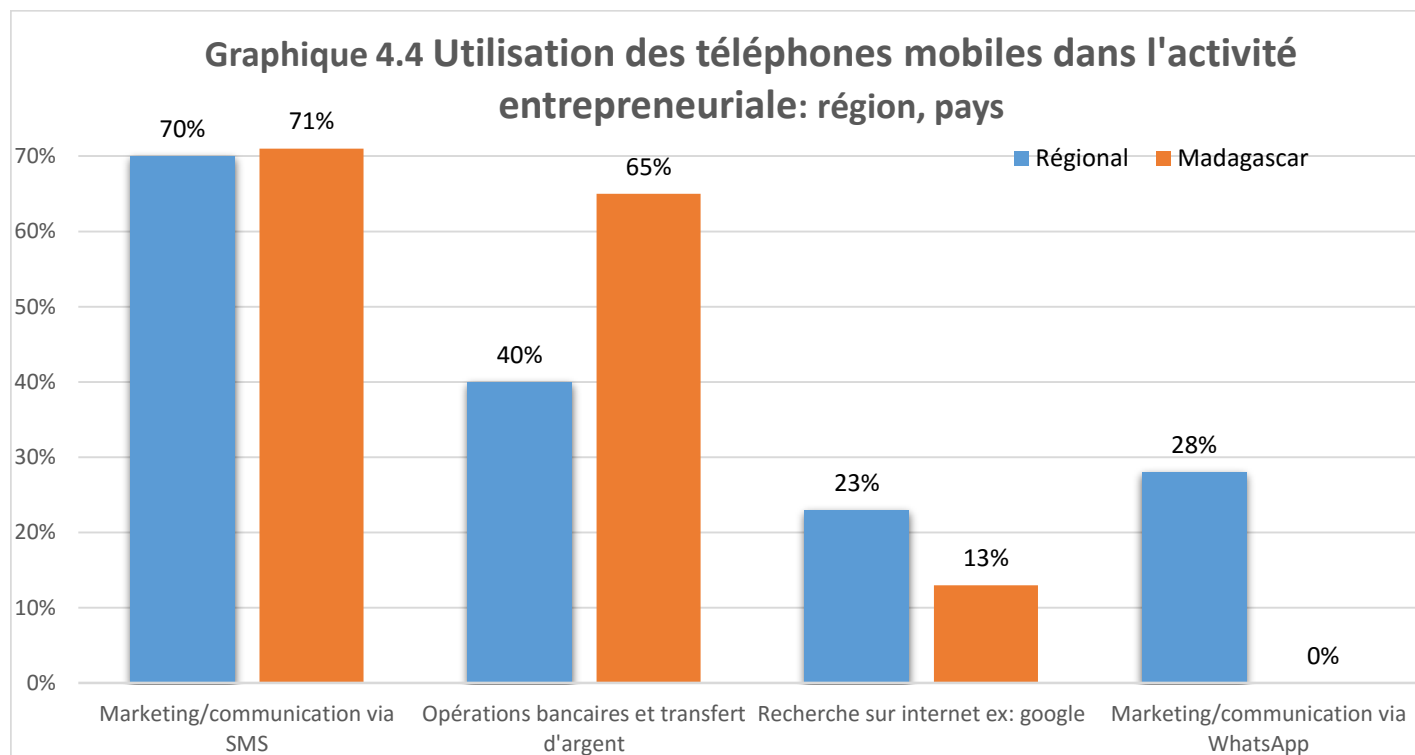
UTILISATION DES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Graphique 4.3 : Pourcentage de femmes ayant un téléphone cellulaire par commune



A Madagascar, seulement 59 % des participantes possédaient un téléphone portable contre 89 % au niveau régional. Ce pourcentage varie d'une commune à une autre sans tenir compte des catégories des communes, qu'elles soient urbaines ou rurales. Dans la commune rurale de Bongatsara par exemple, 15 % seulement de femmes disposaient d'un téléphone portable, et c'était le cas pour 21 % d'entre elles dans la commune rurale de Tsiafahy. Alors que dans une même commune rurale comme Foulpointe, qui est plutôt à vocation touristique, 85 % des bénéficiaires utilisent des téléphones portables. Dans la capitale, la commune urbaine d'Antananarivo (CUA), seules 42 % des participantes possèdent un téléphone portable, soit un pourcentage inférieur au pourcentage moyen d'utilisation à Madagascar. Néanmoins, dans la commune urbaine de Mahajanga, 91 % des bénéficiaires disposent d'un téléphone portable, le pourcentage le plus élevé parmi les dix communes.

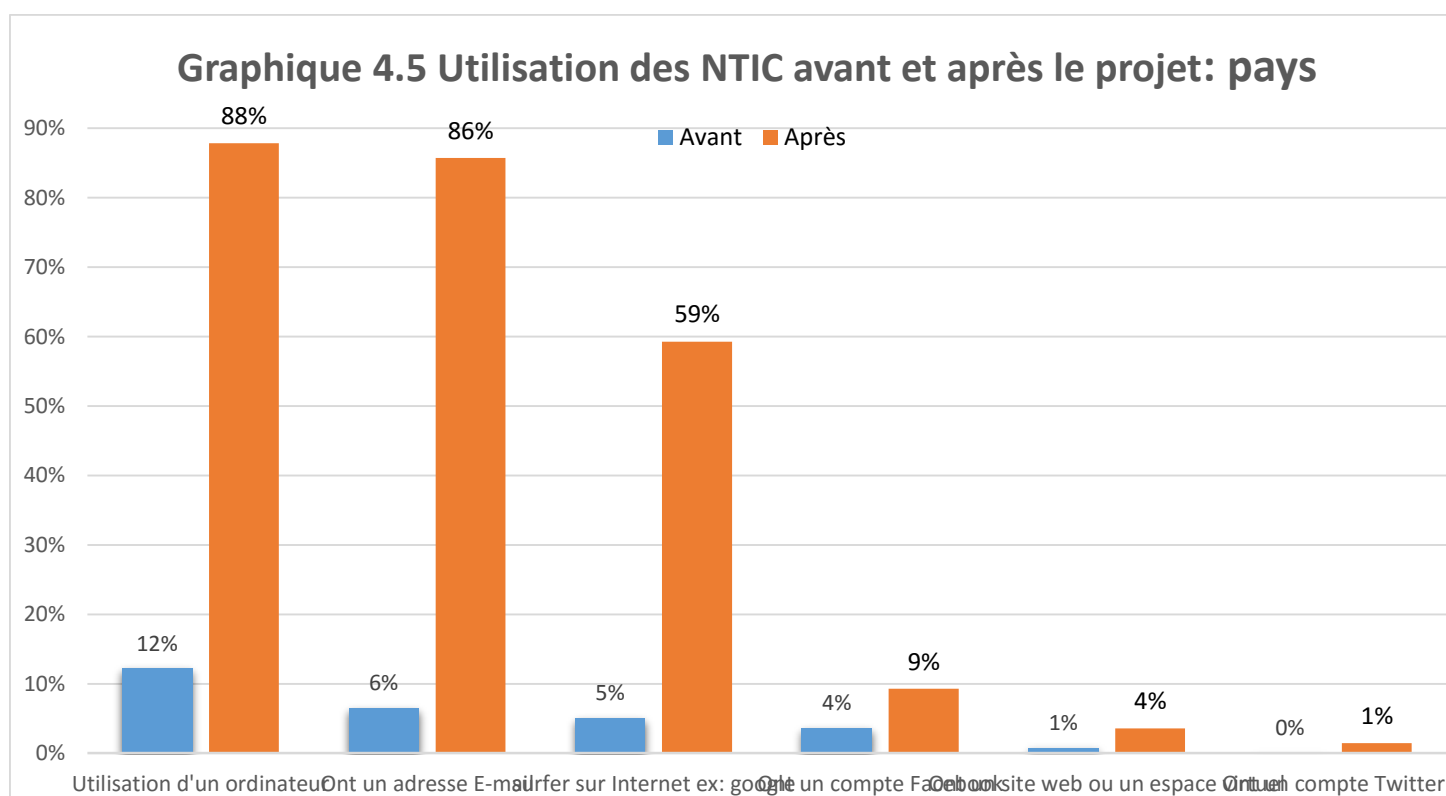
Graphique 4.4 : Utilisation des téléphones mobiles dans l'activité entrepreneuriale



Dans la région et à Madagascar, environ 70 % des bénéficiaires utilisent des téléphones portables pour envoyer des textos ou *Short Message Service* (SMS). Ceci peut s'expliquer par le fait que le coût des SMS est moins cher, donc plus abordable aux bénéficiaires. Par contre, dans la région, 40 % des bénéficiaires utilisent leur téléphone pour diverses transactions comme effectuer des opérations bancaires et pour transférer de l'argent contre 65 % à Madagascar, soit 25 % de plus à Madagascar. Dans la Grande Ile, l'ouverture et la gestion des comptes bancaires représentent un coût élevé pour les bénéficiaires. C'est la raison pour laquelle elles ont opté pour l'utilisation des services téléphoniques qui leur permettent de gérer leur argent et d'effectuer des transferts, entre autres *Orange money* et *Mvola*, qui sont à moindre coût.

Les participantes malgaches ne sont pas familières aux NTIC. En effet, suite à la formation sur l'Internet, 13 % des bénéficiaires ont pu effectuer des recherches sur *Google* contre 23 % au niveau régional. L'utilisation des réseaux sociaux comme le « *What'sapp* » pour faire du marketing n'est pas encore une pratique établie pour les bénéficiaires à Madagascar, aucune d'entre elles ne l'utilise alors qu'au niveau régional, 28 % des bénéficiaires sont familiarisés à ce genre d'applications mobiles.

Graphique 4.5 : Utilisation des NTIC avant et après le projet



Raisons pour lesquelles les participantes n'ont pas utilisé les NTIC à l'issue des formations

Raisons	%
C'est trop coûteux	72 %
Je n'ai pas accès à un ordinateur	71 %
C'est trop difficile	39 %

A Madagascar, avant le démarrage du projet, seules 12 % des bénéficiaires avaient déjà utilisé un ordinateur. Parmi ces 12 %, seules 6 % ont une adresse mél, 5 % ont déjà effectué des recherches sur le Net et 4 % ont des comptes *Facebook*.

Après la formation en informatique, 88 % des bénéficiaires utilisent l'ordinateur, 86 % ont pu avoir leur adresse mél et communiquent par courriels, 59 % utilisent les moteurs de recherche comme *Google* et 9 % utilisent les réseaux sociaux.

Expériences personnelles

MARIE Jeannette de la commune urbaine de Toamasina (CUT)



MARIE Jeannette, commune urbaine de Toamasina

Photo: Gender Links

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId

“Tous les sujets abordés lors de la formation étaient très intéressants. Nous avons pris connaissance des droits des femmes et des mouvements de lutte contre les violences. La session sur la gestion des revenus et des dépenses m’a particulièrement aidée dans la gestion de mon affaire. Nous avons également appris à trouver des partenaires techniques, financiers et de nouveaux marchés hors de la localité où nous vivons, en utilisant l’Internet. Même si je ne connaissais pas vraiment cette technologie, j’ai essayé de bien suivre les instructions”.



HELIARIVELO Mampianina, commune urbaine de Mankajakandriana

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa

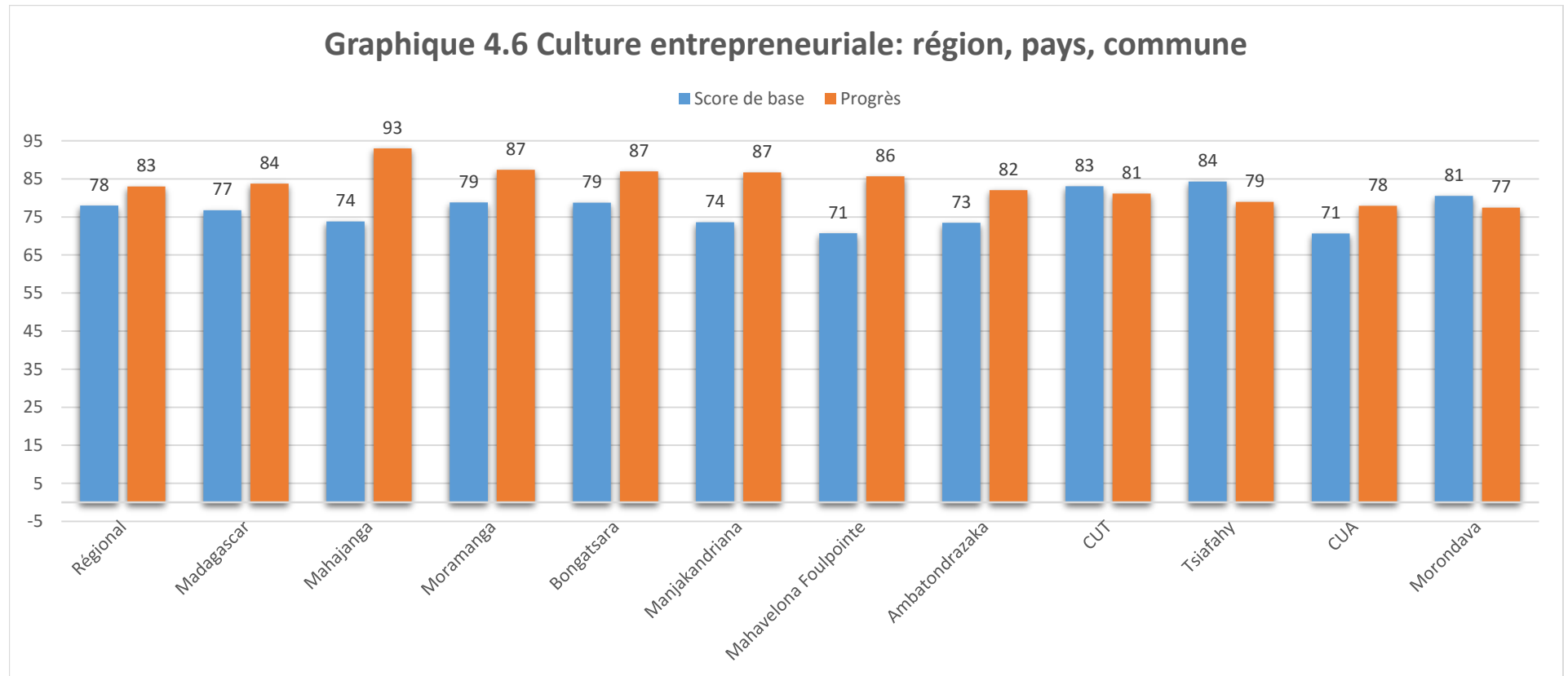
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=56421

HELIARIVELO Mampianina, commune urbaine de Manjakandriana

«Je suis vraiment chanceuse d’avoir été choisie pour participer à cette formation. Je suis de nature très timide mais après les sessions sur la confiance en soi, j’ai appris à m’affirmer davantage et à exprimer en toute liberté mes opinions. Les sessions sur les NTIC m’ont vraiment marquée car j’ai pu apprendre à utiliser un ordinateur et à communiquer via l’Internet. Maintenant, j’ai une adresse mél et je peux échanger de temps à autre avec les autres participantes.»

CULTURE ENTREPRENEURIALE

Graphique 4.6 : Culture entrepreneuriale



	Score de base	Progrès	Variante
Région	78	83	+5
Madagascar	77	84	+7
Mahajanga	74	93	+19
Mahavelona			
Foulpointe	71	86	+15
Manjakandriana	74	87	+13
Ambatondrazaka	73	82	+9
Moramanga	79	87	+8
Bongatsara	79	87	+8
CUA	71	78	+7
CUT	83	81	-2
Morondava	81	77	-4
Tsiafahy	84	79	-5

A Madagascar, le score sur la culture entrepreneuriale est monté, passant de 77 % à 84 %, soit une avancée de 7 %. D'une manière générale, la culture entrepreneuriale des bénéficiaires a nettement augmenté, comme à Mahajanga et à Foulpointe où les scores atteignent 19 % et 15 % de progrès. Néanmoins, pour Tsiafahy, Morondava et CUT, les scores ont baissé du fait que certaines des bénéficiaires vivent encore dans des relations abusives et ne peuvent appliquer pleinement leurs projets. Par ailleurs, au début du programme, toutes les participantes débordaient d'idées et leur motivation était très élevée. Ce qui explique que les scores de base soient aussi élevés.

ETUDE DE CAS : SOMMET NATIONAL 2015



Photo 1: RAHELIBENJA Harisoa Mamy, commune urbaine de Mahajanga

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=53270

Gagnante dans la catégorie "Entreprises existantes":

RAHELIBENJA Harisoa Mamy, commune urbaine de Mahajanga

Etude de cas: Harisoa Mamy a monté une petite entreprise de fabrication et de vente de yaourts, de sorbets et clarinettes. Grâce au programme et à l'appui technique de son mentor, elle a pu développer son affaire et fournit à plusieurs épiceries de son village. Elle emploie actuellement trois personnes.

Extrait de son vécu :

«Je suis très contente d'avoir bénéficié de cette formation et d'avoir pu améliorer mes capacités en matière de gestion. Maintenant que j'ai des objectifs bien précis dans la vie, je fais tout pour les atteindre et toujours progresser dans tout ce que j'entreprends.»

Gagnante dans la catégorie "Entreprises nouvellement créées": RANAIVOSONINA Verosoa Patricia, commune urbaine de Manjakandriana

Etude de cas: Verosoa Patricia travaille dans l'aviculture. Avec le soutien financier d'une agence de microfinance, elle a pu lancer son projet. Son plan d'activité entrepreneuriale est bien élaboré et cette affaire paraît florissante.

Extrait de son vécu :

«Je suis devenue plus autonome. Je suis vraiment contente d'avoir travaillé avec GL et de pouvoir sensibiliser les autres femmes qui sont encore sous l'emprise de la violence. En suivant ces formations, j'ai pu découvrir que les femmes sont aussi compétentes que les hommes, qu'il n'y a pas d'activités spécialement dédiées aux hommes et que les femmes peuvent aussi prendre des responsabilités. C'est en s'armant de confiance en soi qu'on peut atteindre ses objectifs, se prendre en main et ne plus dépendre de quiconque.»

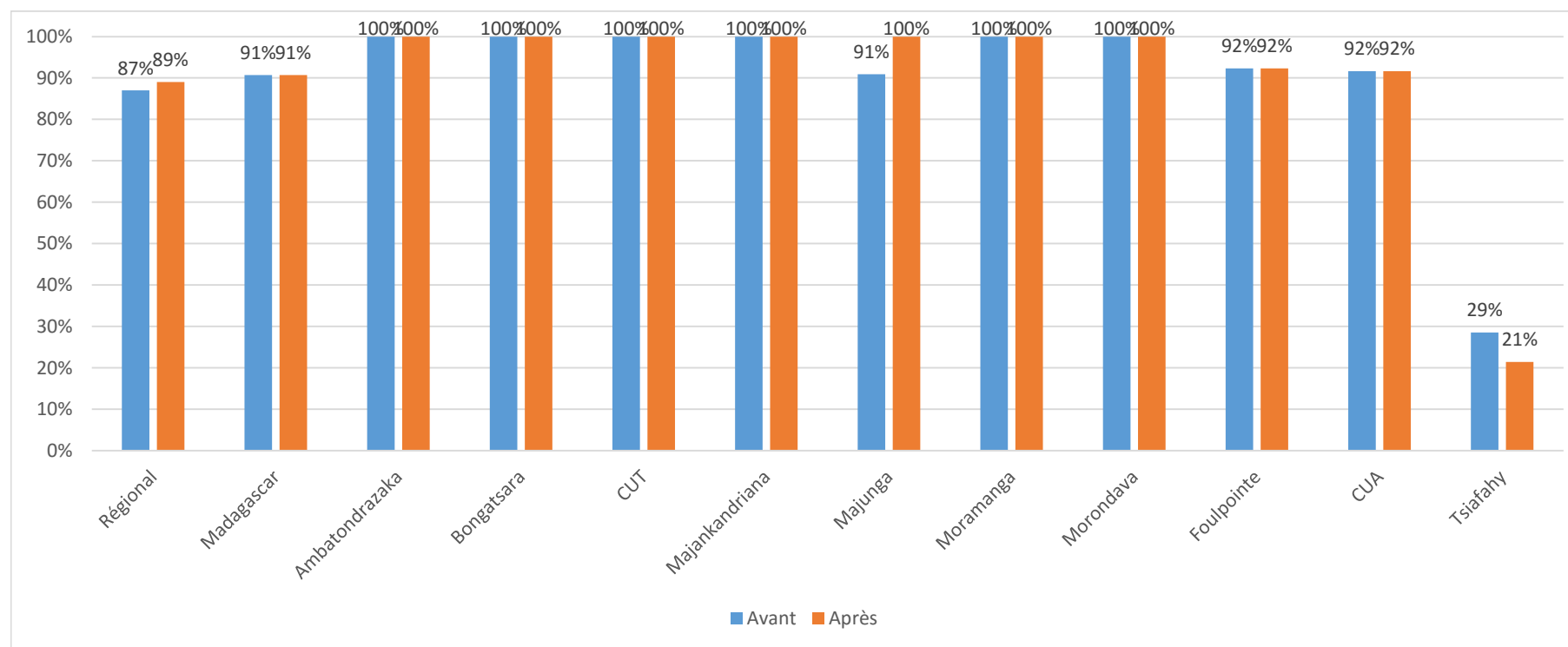


RANAIVOSONINA Verosoa Patricia, commune urbaine de Manjakandriana

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=5327

ACTIVITES ENTREPRENEURIALES AVANT ET APRES LE PROJET

Graphique 4.7 : Activités entrepreneuriales avant et après le projet



Le graphique 4.7 met en exergue le pourcentage d'activités entrepreneuriales des bénéficiaires avant et après le projet. Pour Madagascar, ce pourcentage est resté le même, étant donné que presque toutes les bénéficiaires du projet ont déjà exercé une activité entrepreneuriale à un moment de leur existence, même si ces activités sont de moindre envergure. Pour la commune de Tsiafahy, le pourcentage a baissé du fait que certaines des participantes n'ont pu faire aboutir leur projet par manque d'appui financier. D'autres ont évoqué des problèmes au niveau de la gestion (pertes, faillite) ou des problèmes plus spécifiques (déficit en raison du changement climatique, manque de suivi de la santé des animaux, manque d'expérience dans les domaines choisis, etc.)

Tableau 4.1: Les défis**Les défis rencontrés par les bénéficiaires après le programme dans cinq domaines**

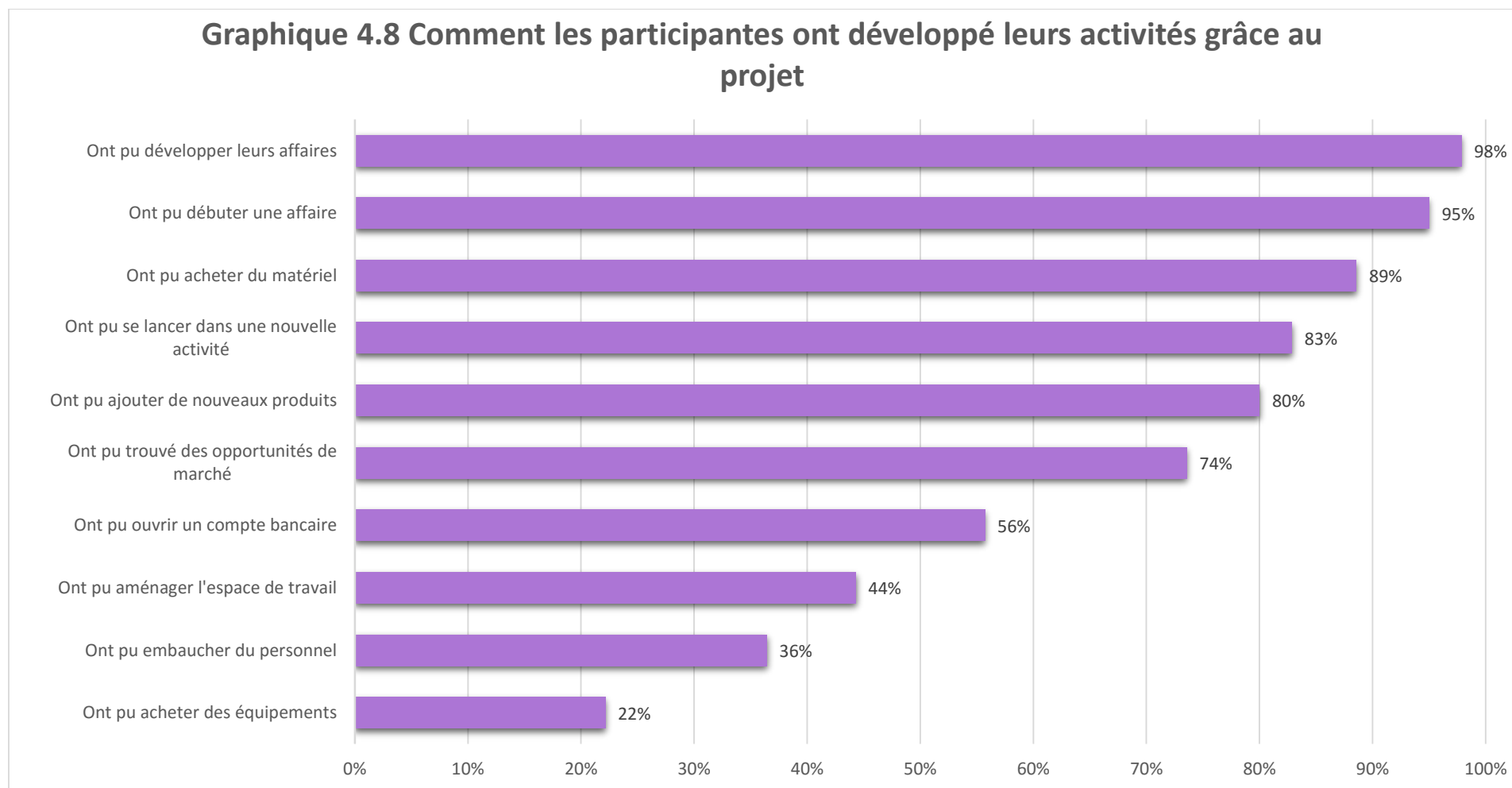
Domaines	Pas difficile	Difficile	Très difficile
Comptabiliser les revenus et les dépenses	71 %	24 %	5 %
Mettre en pratique les informations reçues	91 %	9 %	0 %
Trouver des opportunités de marché	66 %	18 %	16 %
Accès aux infrastructures telles que le local	34 %	34 %	32 %
Accès aux ressources financières	32 %	36 %	31 %

L'accès aux infrastructures et aux ressources financières figurent parmi les défis majeurs rencontrés par les participantes pour le démarrage des activités.

Lors des groupes de discussion menés dans les communes d'intervention, la majorité des participantes ont évoqué la difficulté d'accès aux ressources financières. Dans la commune de Moramanga par exemple, même si les participantes étaient motivées à lancer leur entreprise, elles n'ont pas obtenu de prêts par manque de garantie matérielle. Dans la commune de Manjakandriana, pour palier au problème de garantie, les participantes se sont regroupées en association et ont pu obtenir un prêt collectif pour financer leurs activités, un exemple de bonne pratique pour les autres communes.

Au sein des communes de Bongatsara et Tsiarahy, les participantes ont évoqué des problèmes plus spécifiques tels le manque d'expérience dans le domaine d'activité choisie ou encore les problèmes climatiques qui ont contribué à l'échec de leur projet. Par rapport à ces problèmes, les participantes ont suggéré que les formations du programme sur l'entrepreneuriat soient plus techniques et portent sur l'agriculture, l'élevage ou encore l'artisanat.

Graphique 4.8 : Comment les participantes ont développé leurs activités grâce au projet



Le graphique 4.8 démontre comment les bénéficiaires ont pu développer leurs activités économiques grâce au projet. Ainsi, 98 % d'entre elles ont pu développer une affaire, 95 % se sont lancées dans des nouvelles activités, 89 % ont pu acheter des équipements. Comme plusieurs d'entre elles étaient déjà dans le secteur informel, à l'issue du projet, 83 % des participantes ont changé de secteur d'activité et 80 % ont changé de produits. Il est important de mettre en exergue également que 56 % des bénéficiaires ont pu ouvrir un compte en banque ou des comptes dans les agences de microcrédit telles que l'OTIV.

Acteurs de changement



RAZANAMADY Claire, commune rurale de Bongatsara

Photo: [Claudia Rakotonirina](#)

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=56410

Morondava

«J'ai fait beaucoup de progrès grâce à l'épargne, de comptabiliser mes la commune, j'ai pu ouvrir un Gender Links m'a donné des conseils

RAZANAMADY Claire, commune rurale de Bongatsara

Razanamady Claire faisait de tout pour subvenir à ses besoins. Elle était brodeuse, masseuse et en même temps, elle élevait six poules. Après avoir suivi toutes les étapes du projet d'entrepreneuriat avec GL, elle a compris qu'elle devait choisir et se concentrer sur une activité, qui doit lui rapporter des bénéfices pour qu'elle subvienne à ses besoins. Elle a noté également qu'elle doit tenir ses comptes afin d'enregistrer ses entrées et sorties d'argent, et surtout, qu'elle doit connaître son prix de revient afin de vendre en faisant des bénéfices. Pour cela, Claire a décidé de développer une activité d'élevage. Actuellement, elle possède 36 poules. Outre ce petit élevage, elle continue la broderie. Ses revenus de l'élevage lui servent d'épargne, et elle vit avec l'argent obtenu de sa broderie. Comme résultat tangible, elle a pu changer la toiture de sa maison et remplacer la paille par des feuilles de tôle.



RASOANIRINA Beby Euphrasie, commune urbaine de Morondava

Photo: [Kathy ANDRIANJAVONY](#)

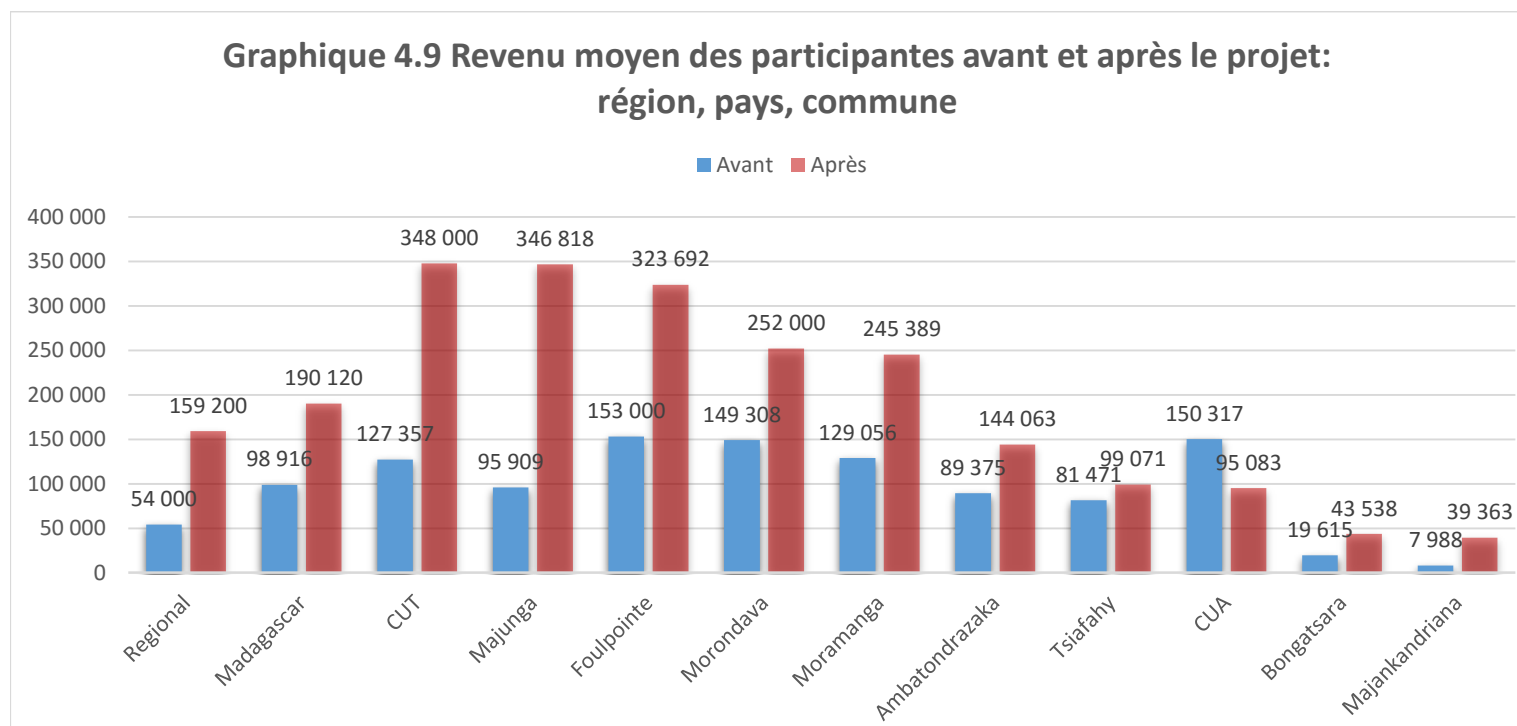
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=56429

Expérience personnelle

RASOANIRINA Beby Euphrasie, commune urbaine de

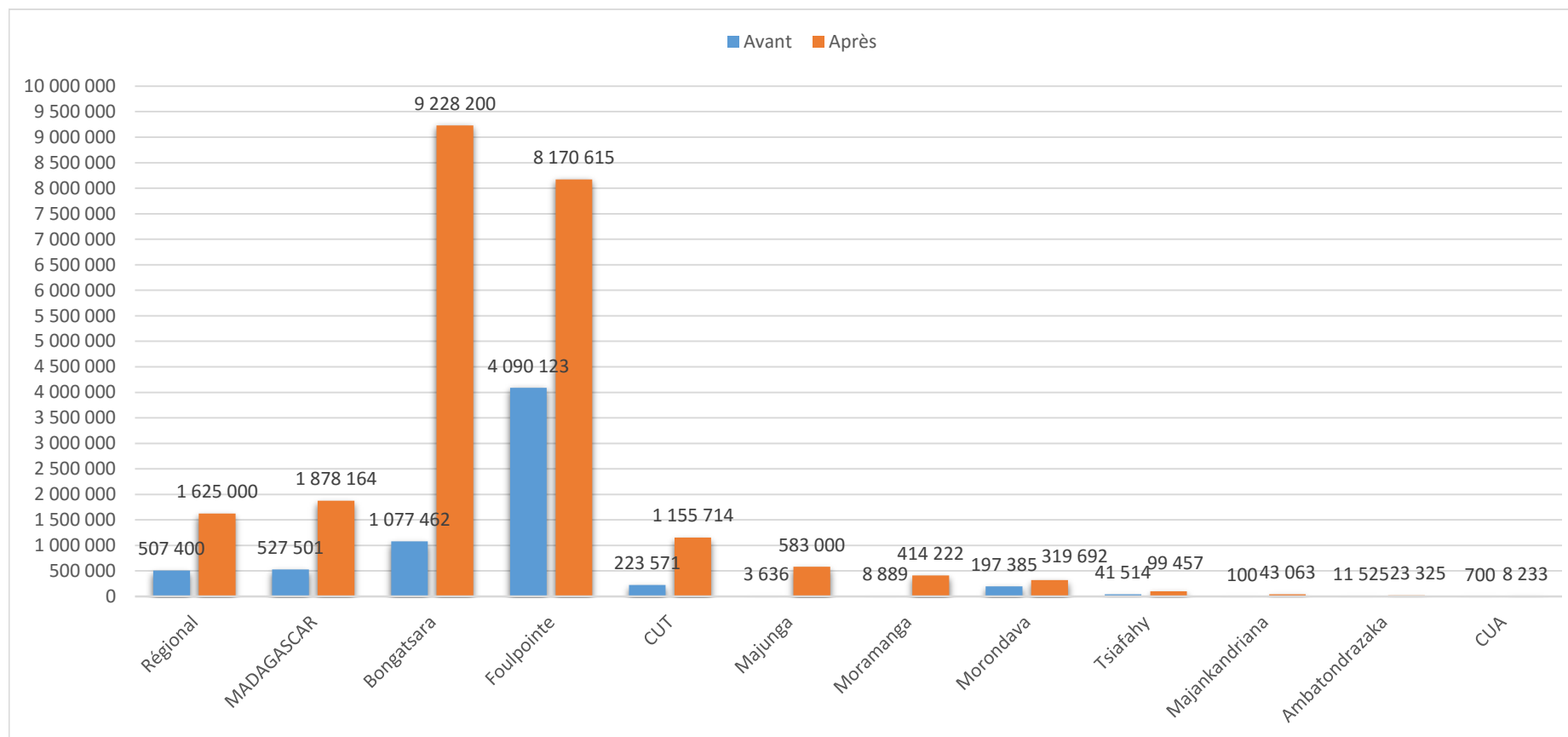
la formation parce que j'ai pris conscience de l'importance de revenus et de reprendre confiance en moi. Grâce au soutien de magasin, qui n'est pas très grand mais situé au bord de la route. très pratiques et m'a montré le chemin à suivre.»

Graphique 4.9: Changement dans le revenu



Le graphique 4.9 montre l'évolution des revenus des bénéficiaires avant et après le projet. En général, les revenus des bénéficiaires à Madagascar avant et après le projet sont légèrement supérieurs par rapport aux revenus avant et après le projet au niveau régional. Avant le projet, les revenus des bénéficiaires au niveau régional était de Ar 54 000 tandis qu'à Madagascar, ces revenus s'élevaient à Ar 98 916, soit une différence de Ar 44 916. Après le projet, les revenus des bénéficiaires à Madagascar s'élevaient à Ar 190 120 contre Ar 159 200 au niveau régional, soit une différence de Ar 30 920. La commune de Mahajanga a enregistré l'augmentation la plus importante au niveau des revenus des bénéficiaires. Avant le projet, les revenus de participantes étaient de Ar 95 909 contre Ar 346 818 après le projet, soit une augmentation significative de Ar 250 909. Par contre, la commune d'Antananarivo a enregistré une baisse dans les revenus des participantes, qui peut s'expliquer par le fait que bon nombre d'entre elles n'ont pu poursuivre les activités initiées au début du programme et ont repris des emplois à revenus incertains et limités (lessive, marchand ambulant, etc.)

Graphique 4.10 : Valeur des équipements acquis par les participantes avant et après le projet

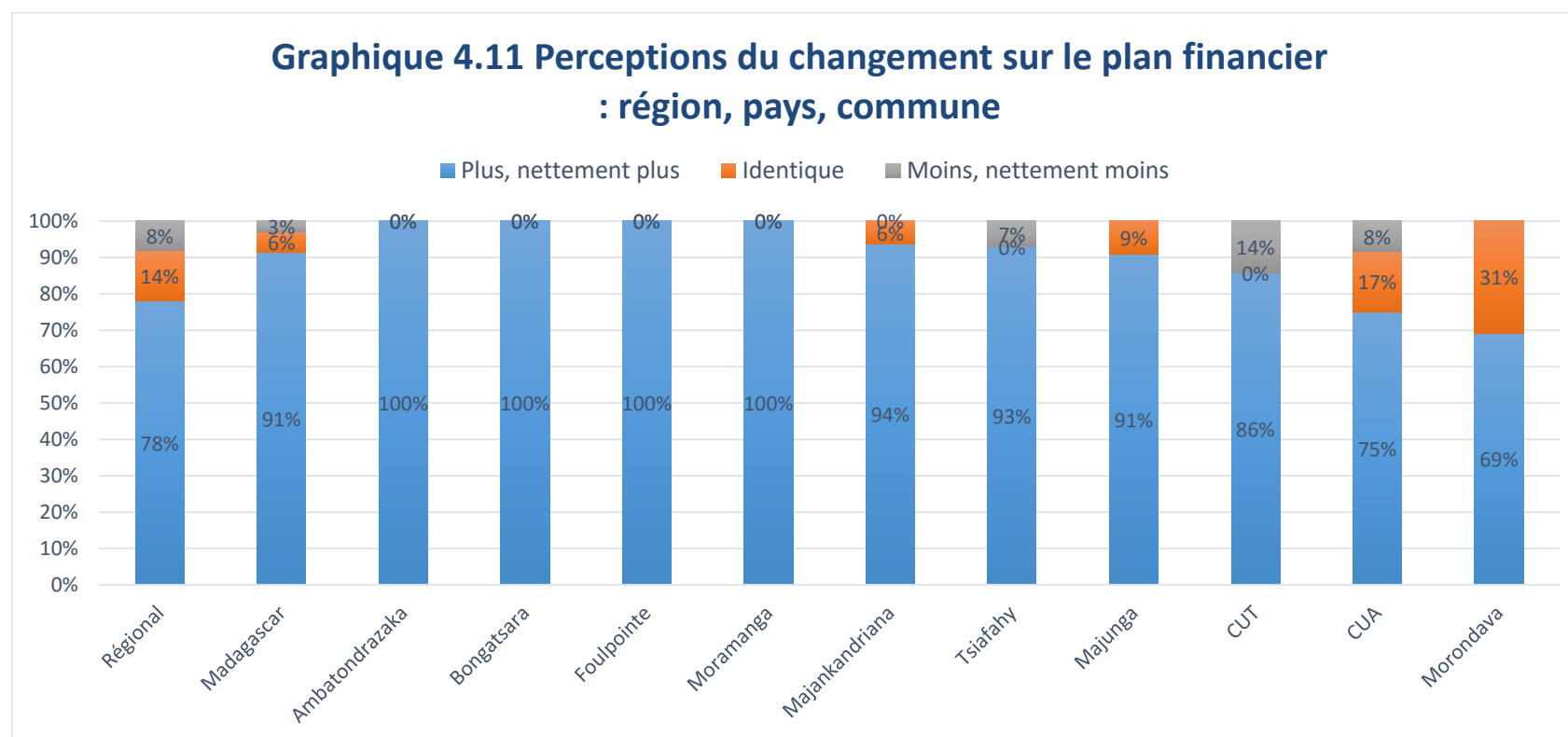


Le graphique 4.10 démontre la valeur des équipements et biens acquis par les bénéficiaires pour la réalisation de leurs activités avant et après le projet. A Madagascar, les bénéficiaires ont pu augmenter la valeur de leur matériel à l'issue du projet. Si avant son démarrage, les coûts des équipements étaient estimés à Ar 527 501, après le projet, les coûts des équipements s'élevaient à Ar 1 878 164, soit une augmentation de

plus de 280 %. Cette évolution a été enregistrée surtout dans les communes de Bongatsara, Foulpointe et dans la commune urbaine de Toamasina.

Dans la commune de Bongatsara par exemple, une participante a pu acheter une machine à coudre et une machine à surjet, ce qui l'a vraiment aidée à augmenter ses bénéfices. Toutes les participantes de la commune de Bongatsara ont également acquis des terres de la commune, ce qui explique la montée importante de la valeur de leurs biens. A Foulpointe, une des bénéficiaires a pu acheter du matériel pour ouvrir une crèche. De même, dans la commune de Tamatave, une participante a pu acheter des étagères, des tables et chaises de bureaux et diverses fournitures pour son commerce.

Graphique 4.11 : Perceptions du changement sur le plan financier



Le graphique 4.11 met en exergue les perceptions des bénéficiaires par rapport à l'amélioration de leur vie sur le plan financier. A Madagascar, 91 % des bénéficiaires pensent que leur situation financière s'est améliorée à l'issue du projet. Seules 6 % estiment que leur situation financière est restée inchangée

Acteurs de changements

RAHARISOA Célestine, commune urbaine d'Ambatondrazaka



RAHARISOA Célestine, commune urbaine d'Ambatondrazaka

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=56431

Célestine a connu GL en 2014. En effet, elle est l'une des bénéficiaires du projet d'entrepreneuriat mené dans la commune d'Ambatondrazaka. Elle a participé à toutes les étapes de la formation et toutes les informations et conseils qu'elle a obtenus lui ont été bénéfiques.

Après avoir fait une analyse de marché, elle a contracté un emprunt afin de pouvoir financer son projet. Elle a trouvé des clients dans une commune à proximité et a commencé à les approvisionner en poissons trois fois par semaine. En seulement deux mois, elle a pu rembourser tout l'argent qu'elle avait emprunté. Actuellement, ses prestations lui

permettent de planifier un autre projet d'élevage de bétail. *«Ma vie a vraiment changé, je suis en mesure de nourrir et d'habiller correctement mes enfants. J'ai pu acheter des meubles et en plus, aider ma famille».*

HANITRANASOLO Harialala Yacenthe, commune rurale de Tsiafahy



HANITRANASOLO Yacenthe, commune rurale de Tsiafahy

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa
http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=56433

Avant la formation, Hanitra vivait de l'agriculture et de la vente de fraises dans les rues de son village. *«Cette formation sur l'entrepreneuriat m'a aidée à avoir des idées innovantes»*, dit-elle.

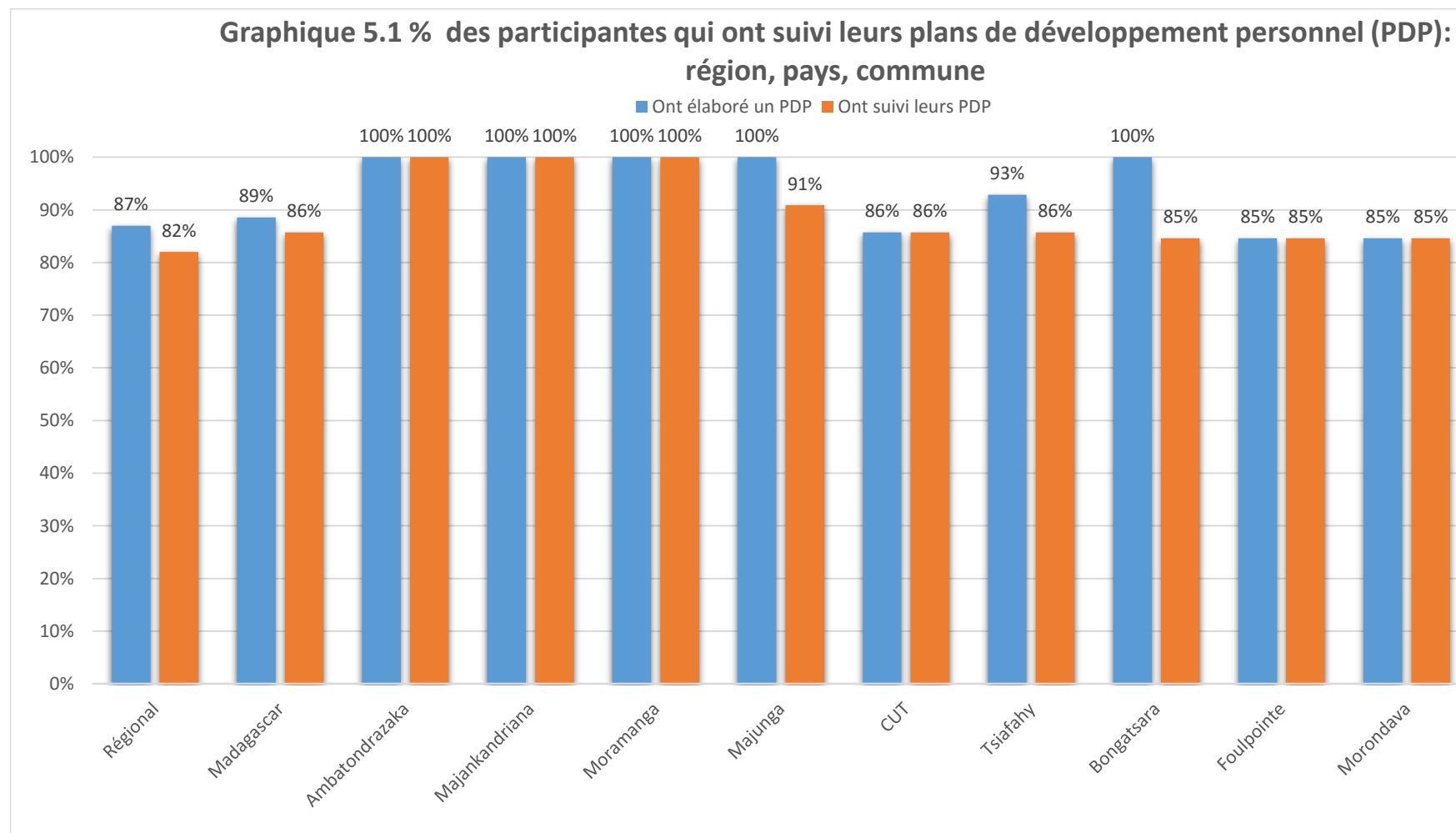
Après la deuxième étape de la formation, elle a fait beaucoup d'efforts pour développer son activité et rechercher de nouvelles opportunités. Elle a osé investir et se différencier des autres planteurs de fraises. Ce qui lui a permis de vendre ses fruits au marché de la commune et non plus dans les rues.

Pour trouver de nouveaux clients, Hanitra a fait du porte-à-porte auprès des institutions de sa commune et en ville. Forte des conseils et des enseignements obtenus lors de la formation, elle a fait une demande auprès de la commune et a obtenu un point de vente permanent. Ses efforts ont été récompensés et elle a été très fière et heureuse quand un grand supermarché situé dans la capitale a décidé d'acheter ses produits.

Son niveau de vie a changé. *«Je suis maintenant en mesure de répondre adéquatement aux besoins ma famille»*, dit-elle fièrement. Ses trois enfants sont tous scolarisés. Avant, elle avait du mal à le faire car sa situation financière ne la lui permettait pas.

5- CHANGEMENT AU NIVEAU INDIVIDUEL : CAPACITE D'ENTREPRENDRE ET CONFIANCE EN SOI

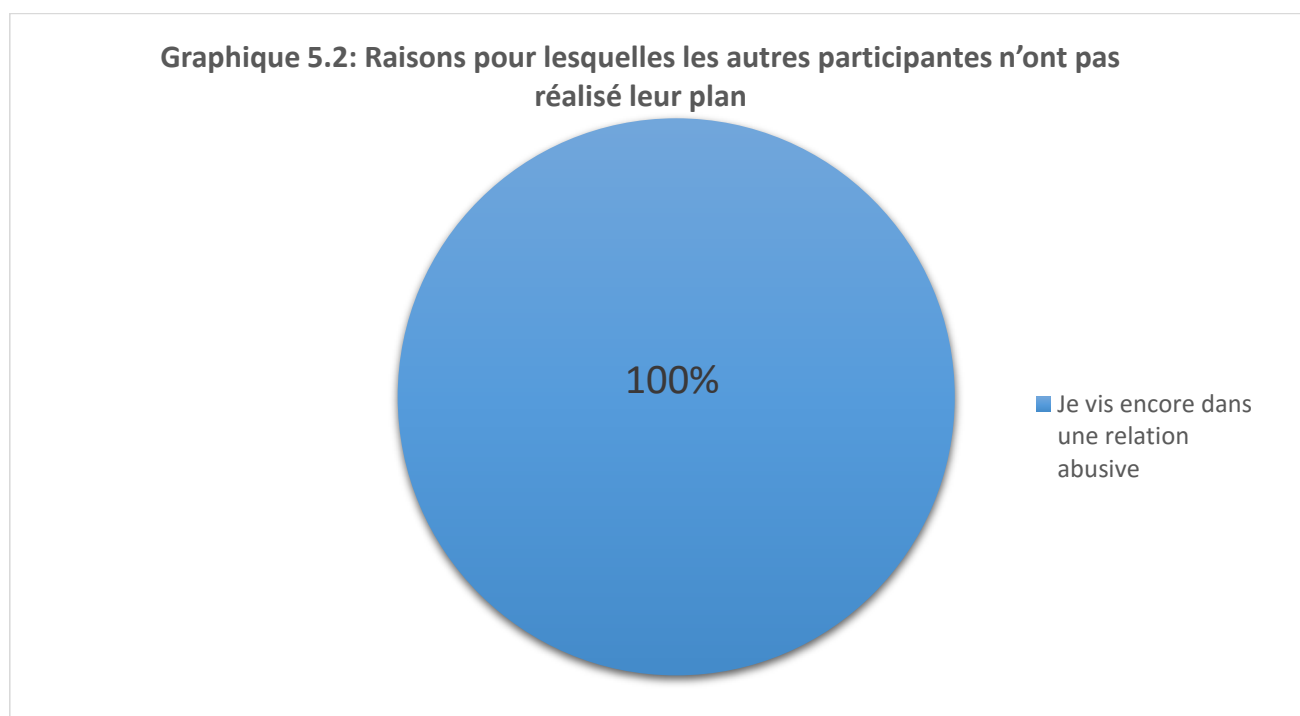
Graphique 5.1 : Pourcentage de participantes qui ont suivi leur plan de développement personnel



Le

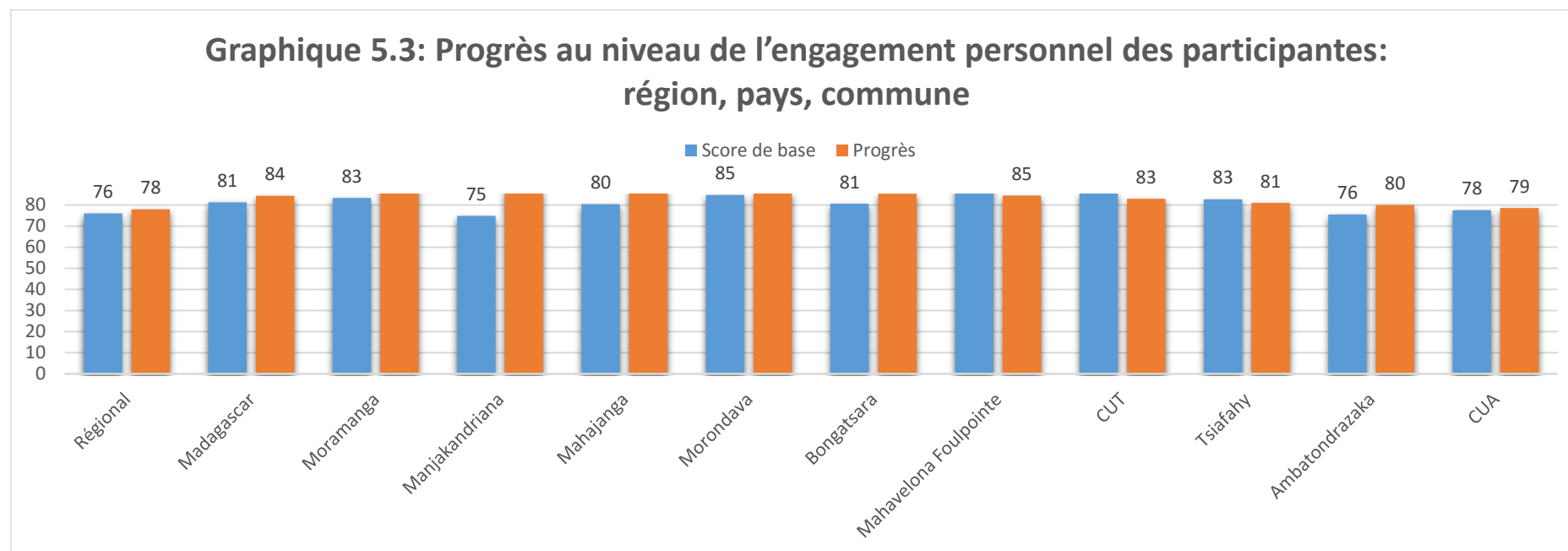
graphique 5.1 démontre le pourcentage des bénéficiaires qui ont pu élaborer un Plan de Développement Personnel (PDP) et qui ont pu l'appliquer. Pour Madagascar, 89 % des bénéficiaires ont pu élaborer leur PDP et 86 % ont suivi leur plan à la lettre. Seules, 3 % des femmes n'ont pu suivre leur plan du fait qu'elles étaient toujours dans une relation de violence, ce qui ne leur a pas permis de s'épanouir et de réaliser leurs objectifs.

Graphique 5.2 : Raisons pour lesquelles les autres participantes n'ont pas réalisé leur plan de développement personnel



Les bénéficiaires qui n'ont pu appliquer leur plan de développement personnel sont encore victimes de violence et n'ont pu atteindre les objectifs qu'elles s'étaient initialement fixées.

Graphique 5.3 : Progrès au niveau de l'engagement personnel des participantes



Le graphique 5.3 démontre le progrès au niveau de l'engagement personnel des bénéficiaires. A Madagascar, les bénéficiaires ont gagné 3 % en termes d'engagement personnel. Ce pourcentage est légèrement supérieur à celui de la région qui n'a enregistré que 2 % d'augmentation.

	Score de base	Progrès	Variante
Régional	76	78	+2
Madagascar	81	84	+3
Manjakandriana	75	88	+13
Mahajanga	80	87	+7
Moramanga	83	88	+5
Bongatsara	81	85	+4
Morondava	85	86	+1
Tsiafahy	83	81	-2
Mahavelona Foulpointe	88	85	-3
CUT	86	83	-3
Ambatondrazaka	76	80	4
CUA	78	79	1

Expérience personnelle

RAKOTOARIMANANA Estella, commune rurale de Foulpointe



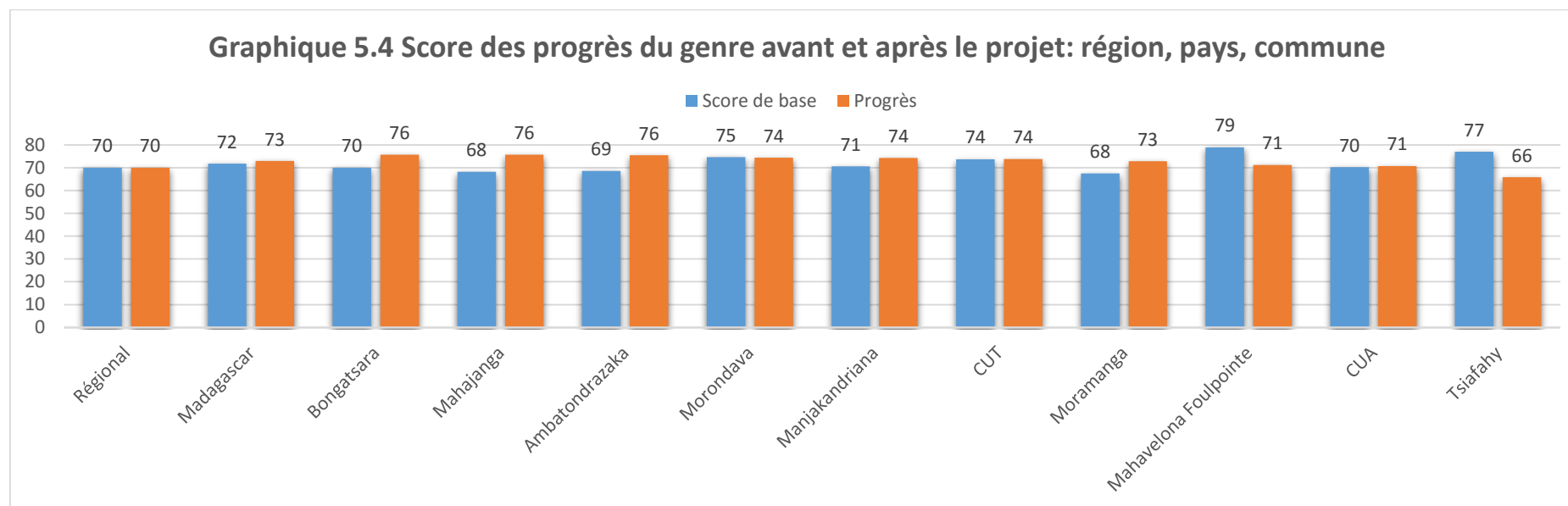
RAKOTOARIMANANA Estella, commune rurale de Foulpointe

Photo: Zotonantenaina Razanadratefa

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?q2_itemId=56435

«La formation m'a ouvert les yeux sur la façon dont je dois être indépendante. Par rapport à d'autres, je pense que je peux bien analyser la situation avant de prendre une décision. Je n'ai pas peur d'essayer de nouvelles choses car j'ai davantage confiance en moi. Pendant longtemps, j'ai rêvé d'être une entrepreneure célèbre et mon rêve est devenu réalité après la formation. J'ai repris goût à la vie et je suis prête à affronter les difficultés.»

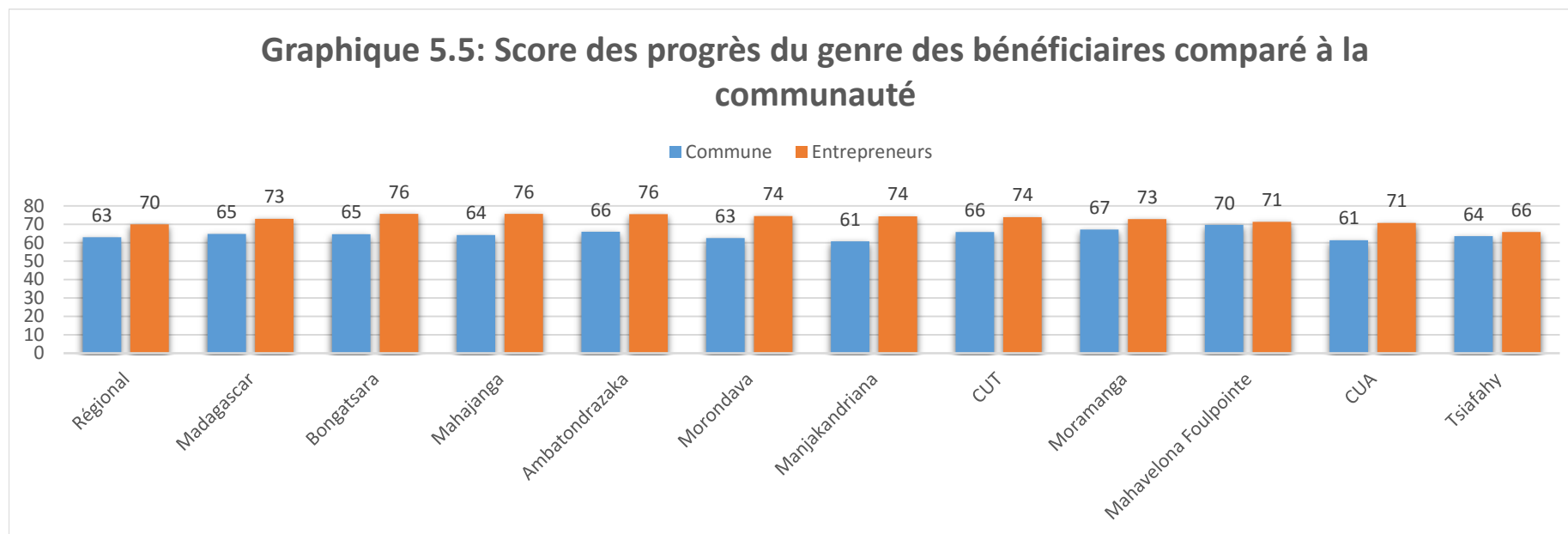
Graphique 5.4 : Score des progrès du genre auprès des participantes



Le graphique 5.4 met en exergue les progrès par rapport à la représentation de l'égalité des sexes. A Madagascar, le score de base était de 72. Après le projet, la Grande Ile a enregistré une augmentation de 1 % en moyenne, soit 73. La situation évolue différemment dans chaque commune. La commune de Mahajanga a enregistré le progrès le plus important, soit une augmentation de 8 points. Les communes de Mahavelona Foulpointe et de Tsiafahy ont régressé du fait du changement de management au niveau de la commune.

	Score de base	Progrès	Variante
Régional	70	70	0
Madagascar	72	73	+1
Mahajanga	68	76	+8
Ambatondrazaka	69	76	+7
Bongatsara	70	76	+6
Moramanga	68	73	+5
Manjakandriana	71	74	+3
Morondava	75	74	+1
CUA	70	71	+1
CUT	74	74	0
Mahavelona Foulpointe	79	71	-8
Tsiafahy	77	66	-11

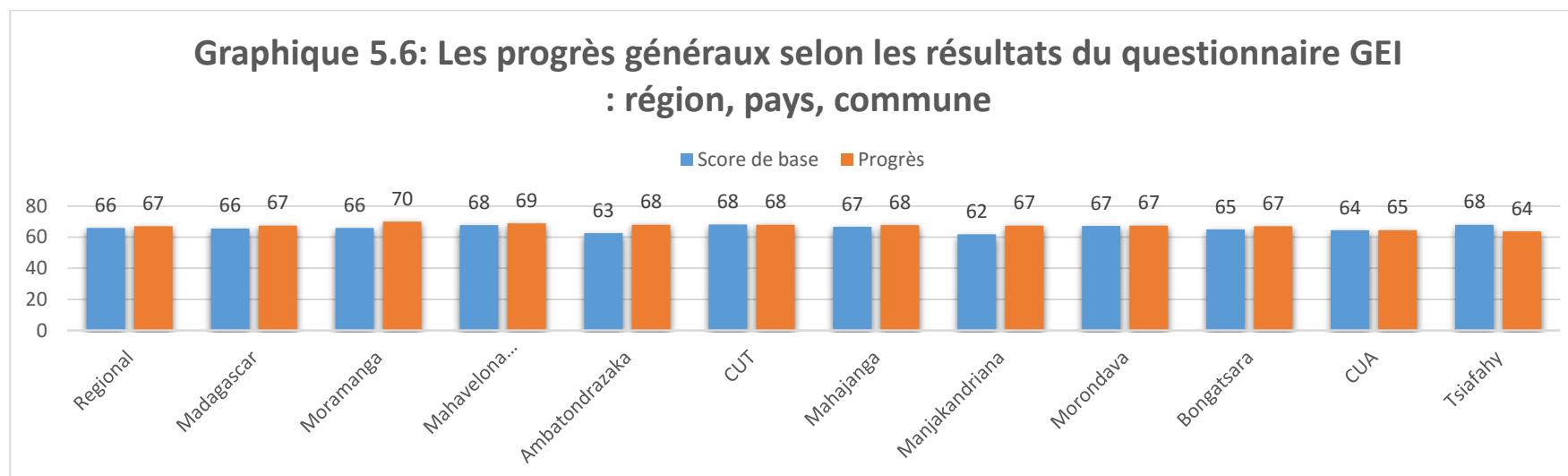
Graphique 5.5 : Comparaison du score des progrès du genre des bénéficiaires et leurs communautés



Le graphique 5.5 indique la comparaison des attitudes des bénéficiaires avec celles de leurs communes. A Madagascar, en général, les attitudes des entrepreneures émergentes sont meilleures par rapport à celles de la communauté. En moyenne, le score de la communauté est de 65 et celui des entrepreneures est de 73, soit 8 points de plus.

	Communauté	Entrepreneurs	Variante
Régional	63	70	+7
Madagascar	65	73	+8
Manjakandriana	61	74	+13
Mahajanga	64	76	+12
Bongatsara	65	76	+11
Morondava	63	74	+11
Ambatondrazaka	66	76	+10
CUA	61	71	+10
CUT	66	74	+8
Moramanga	67	73	+6
Tsiafahy	64	66	+2
Mahavelona Foulpointe	70	71	+1

Graphique 5.6 : Les progrès généraux selon les résultats du questionnaire GEI



Le graphique 5.6 met en relief les progrès selon les résultats du questionnaire GEI. Les progrès de Madagascar sont de 1 point, score identique à celui de la région.

	Score de base	Progrès	Variante
Régional	66	67	+1
Madagascar	66	67	+1
Manjakandriana	62	67	+5
Ambatondrazaka	63	68	+5
Moramanga	66	70	+4
Bongatsara	65	67	+2
Mahavelona Foulpointe	68	69	+1
Mahajanga	67	68	+1
CUA	64	65	+1
CUT	68	68	0
Morondava	67	67	0
Tsiafahy	68	64	-4

Acteurs de changement

RANDRIANANTENAINA Narindrasoa, commune rurale de Bongatsara



RANDRIANANTENAINA
Narindrasoa, commune de
Bongatsara
Photo : Claudia Rakotonirina
<http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.nhn?g>

«Gender Links m'a aidée à être une femme accomplie.»

Narindra a 26 ans. Elle est aujourd'hui mariée et mère de deux enfants. Elle est l'une des bénéficiaires du projet d'entrepreneuriat mené par Gender Links-Madagascar dans la commune rurale de Bongatsara, COE de GL depuis 2011.

Après un an de vie commune et la naissance de son premier enfant, la vie de Narindra s'est transformée en cauchemar. Son partenaire a commencé à boire tous les jours. Lors de leurs fréquentes disputes, il n'hésitait pas à la frapper. Il y avait même des jours où elle n'osait pas sortir de la maison parce qu'elle avait honte du regard de ses voisins qui savaient ce qu'elle endurait. Cette situation a duré des années.

Après la naissance de son deuxième enfant, son partenaire les a abandonnés, la laissant seule pour prendre soin des enfants. A cette époque, Narindra ne travaillait pas et même si sa famille l'a aidée durant cette épreuve, elle était désespérée. *«Je ne voulais pas voir la réalité en face car je faisais vraiment confiance à mon mari. Je ne pouvais pas supporter le fait de voir mes enfants se plaindre de la faim»*, raconte-t-elle.

Après réflexion, elle a décidé de consulter le CECJ. Les para-juristes du centre lui ont expliqué que le père de ses enfants a l'obligation de l'aider financièrement, même si leur mariage n'a pas fonctionné. Le centre a convoqué le mari et a commencé un processus de négociation. Après discussion, ils ont convenu que le père lui verserait une pension alimentaire mensuelle pour ses enfants.

Néanmoins, Narindra ne s'est pas contentée de cela. Elle a pris sa vie en main et a cherché du travail dans une carrière, non loin de sa maison. Bien que le travail ait été dur, elle est parvenue à bien s'occuper de ses enfants et à s'assurer qu'ils ne manquent de rien.

En 2013, GL est venue dans la commune de Bongatsara pour présenter son projet d'entrepreneuriat. Encouragée par les para-juristes du centre d'écoute, elle a participé au programme de formation. *«La formation a été très facile à suivre et les échanges très riches»*, explique-t-elle. Elle dit qu'il ne lui a pas été difficile de mettre en pratique les connaissances acquises. Après avoir suivi toutes les phases de la formation, elle est devenue une femme plus accomplie, professionnellement et intellectuellement. *«Le programme de GL a amélioré ma confiance en moi et mes connaissances en matière des droits de la femme et en particulier à propos des techniques entrepreneuriales»*, affirme-t-elle fièrement.

Grâce à ses progrès, Narindra a participé à deux sommets nationaux et un sommet régional organisés par GL. Narindra dit que le sommet à Johannesburg a été une expérience motivante pour elle en tant que jeune activiste. Les échanges culturels et les bonnes pratiques pendant les sommets l'ont aidée à avoir des idées innovantes. *«Participer aux sommets a changé ma façon de penser et a ouvert mes yeux sur de nouvelles perspectives»*, annonce-t-elle.

Au niveau professionnel, le projet l'a aidée à avoir une idée plus claire de ce qu'elle pourrait faire pour rendre sa vie meilleure. Après la première formation avec GL, elle a commencé à monter sa petite entreprise et à développer des activités en appliquant son business plan. Actuellement, elle est devenue fournisseuse de matériau à la carrière et emploie cinq personnes, trois hommes et deux femmes alors qu'avant, c'était elle l'employée.

Avant le projet de GL, même si l'argent qu'elle gagnait était suffisant pour nourrir ses enfants, elle ne pouvait économiser. Elle devait toujours emprunter de l'argent pour les dépenses imprévues comme les médicaments et les soins médicaux. Aujourd'hui, elle a pu épargner des sous et planifier ses projets. Grâce à la formation, elle a appris à séparer ses dépenses professionnelles et personnelles.

Sur le plan personnel, elle est devenue plus sûre de son avenir. Sa mère est fière d'elle et des efforts qu'elle fait pour s'en sortir. Interrogée sur sa fille, la mère a déclaré qu'en tant que survivante de violence, Narindra avait l'habitude de se cacher du regard des autres. Maintenant, elle est devenue plus ouverte envers les gens et la communauté. Même ses enfants ont noté qu'elle était plus à l'écoute et attentionnée.

Deux ans après la séparation d'avec son partenaire, ils se sont remis ensemble. Elle explique qu'avant, l'argent était la source principale de leurs conflits. Maintenant qu'elle aide son partenaire à subvenir aux besoins de la famille, leur relation s'est nettement améliorée. Selon elle, le fait que les femmes dépendent financièrement de leurs maris engendre plusieurs problèmes au niveau du couple : *«L'homme et la femme devraient s'entraider dans le ménage. C'est ainsi que des relations harmonieuses peuvent être négociées.»* Après six mois de vie commune, Narindra et son conjoint ont décidé de se marier légalement. Maintenant, ils construisent une maison.



Narindra à côté de sa nouvelle maison
Photo : Razanadratefa Zotonantenaina

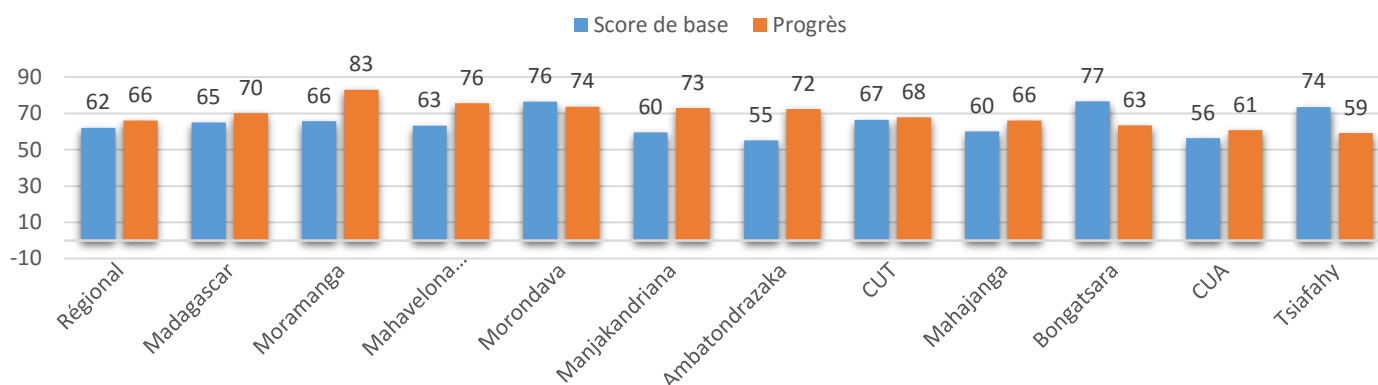
Au niveau de la communauté, elle est plus respectée et les gens viennent chez elle pour demander conseil.

A l'avenir, elle voudrait aider les survivantes de violence de sa commune. Actuellement, elle fait partie d'une association créée par les bénéficiaires du projet. Cette association a pour ambition de faciliter l'accès de ses membres à la formation professionnelle et à rechercher de nouvelles opportunités de marché.

6- CHANGEMENT AU NIVEAU DES RELATIONS INTIMES DES BENEFICIAIRES

Graphique 6.1 : Progrès au niveau du contrôle dans la relation

Graphique 6.1: Progrès au niveau du contrôle dans la relation: régional, pays, commune



Le graphique 6.1 montre les progrès au niveau du contrôle dans la relation des bénéficiaires. Au niveau régional, le score de base est de 62. Après le programme, ce score a grimpé à 66, soit un progrès de 4 points. A Madagascar, le score de base a augmenté à 70 à l'issue du projet, soit un progrès de 5 points. Ce graphique démontre que d'une manière générale, les bénéficiaires sont parvenues à mieux contrôler leur relation avec leur conjoint et à la rendre plus égalitaire. Par contre, dans les communes de Bongatsara, Tsiafahy et Morondava, le score a baissé car certaines des bénéficiaires vivent encore sous le contrôle de leur mari.

	Score de base	Progrès	Variante
Régional	62	66	+4
Madagascar	65	70	+5
Moramanga	66	83	+17
Ambatondrazaka	55	72	+17
Manjakandriana	60	73	+13
Mahavelona Foulpointe	63	76	+13
Mahajanga	60	66	+6
CUA	56	61	+5
CUT	67	68	+1
Morondava	76	74	-2
Bongatsara	77	63	-14
Tsiafahy	74	59	-15

Expérience vécue

RALAIZAZAROHAVANA Amélie Pauline, commune urbaine de Morondava



Amélie Pauline, commune de Morondava

Photo : Randrianjavony Kathy

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_id=56427

«J'ai trouvé un meilleur moyen de résoudre mes problèmes»

Amélie Pauline est une entrepreneure émergente de la commune urbaine de Morondava. Elle a connu GL au cours du programme sur l'entrepreneuriat en 2013.

Deux ans après le projet, la vie de Pauline a complètement changé. Elle est devenue une femme très active et tient un commerce prestigieux en ville. Dans le passé, Pauline ne travaillait pas. Elle était femme au foyer et passait la majeure partie de son temps à s'occuper de ses deux filles. A cette époque, son mari prenait toutes les décisions du ménage et Pauline lui devait obéissance et soumission. Quand ils avaient des différends et qu'elle osait donner son avis sur un sujet, elle entendait le même discours : «*Je suis le seul à*

gagner de l'argent. C'est mon argent, donc je l'utilise comme je le veux». Elle devait obéir car elle n'avait pas le choix. Après avoir enduré des années de violences au sein de sa famille, Pauline a décidé de prendre conseil au CECJ de sa commune. Les para-juristes du centre l'ont aidée à mettre en place un processus de réconciliation avec son mari et après des discussions, ils sont parvenus à un accord.

C'est au centre que Pauline a connu GL. Elle a été encouragée par les para-juristes à participer au programme sur l'entrepreneuriat. Pauline était heureuse d'avoir été choisie pour assister aux cours. Elle dit qu'au début, elle avait un peu peur, mais au fur et à mesure que la formation se poursuivait, elle se sentait plus à l'aise avec les autres participantes. Cette formation sur l'entrepreneuriat a été une grande opportunité pour Pauline. Pendant longtemps, elle avait rêvé d'avoir sa propre entreprise et d'être financièrement indépendante. «*Je sentais au plus profond de moi que je pouvais accomplir beaucoup de choses, mais je manquais d'idées,*» dit-elle.

Après la première phase de la formation, Pauline prévoit de créer un commerce de marchandises générales. Elle identifie les fournisseurs et les clients et rédige son business plan. Elle a commencé par la revente des produits sur le marché local et dans les petits marchés des villages. Au cours de la deuxième phase de la formation, elle a eu l'occasion de discuter avec les organismes de microfinance. Déterminée à développer son activité, elle a contracté un emprunt. A sa grande surprise, son mari a offert de soutenir cette demande. Après avoir obtenu le prêt, elle a pu développer son activité. Désormais, elle achète ses produits dans la capitale et les revend dans sa commune. Très vite, elle a pu augmenter considérablement ses bénéfices.

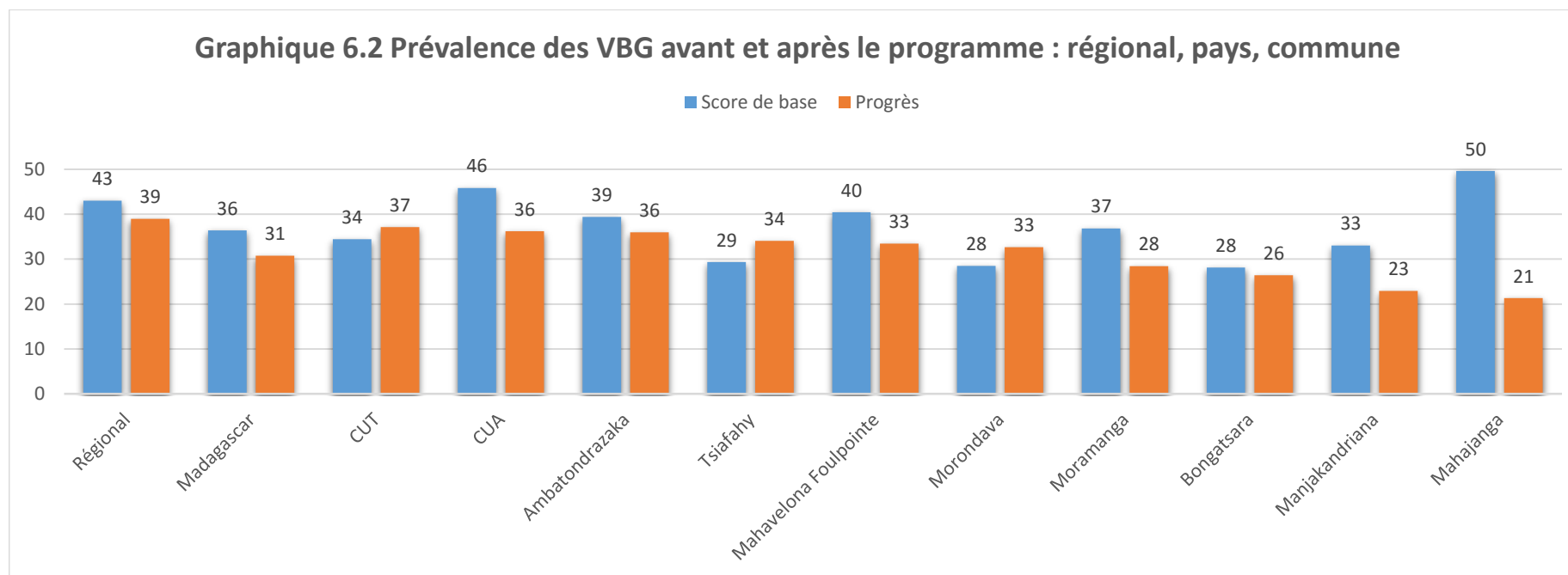
Après un an, un changement important a été noté dans sa vie, non seulement au niveau professionnel mais aussi au niveau personnel. «*Quand j'ai eu mon propre commerce, mon mari m'a soutenue et nous avons commencé à avoir une meilleure relation. Quand nous*

discutons, il m'écoute et ensemble, nous trouvons des moyens, autres que la violence, pour résoudre nos problèmes,» dit-elle.

Pauline a également gagné la considération de ceux qui l'entourent. Elle a réalisé qu'être plus responsable de sa vie a un impact considérable sur la façon dont elle est perçue par la société. Les femmes qui l'entourent veulent connaître le secret de sa réussite. Pauline leur explique que la formation est la clé de son succès. *«Je suis heureuse de pouvoir partager mes connaissances avec mes amies,»* dit-elle. Dans son temps libre, elle organise des réunions informelles avec les femmes de son village pour partager son expérience. Elle aide également celles qui souhaitent monter leur propre entreprise à le faire.

Actuellement, Pauline prévoit de développer son activité et d'ouvrir d'autres commerces. Elle travaille également avec le CECJ pour aider les femmes victimes de violence.

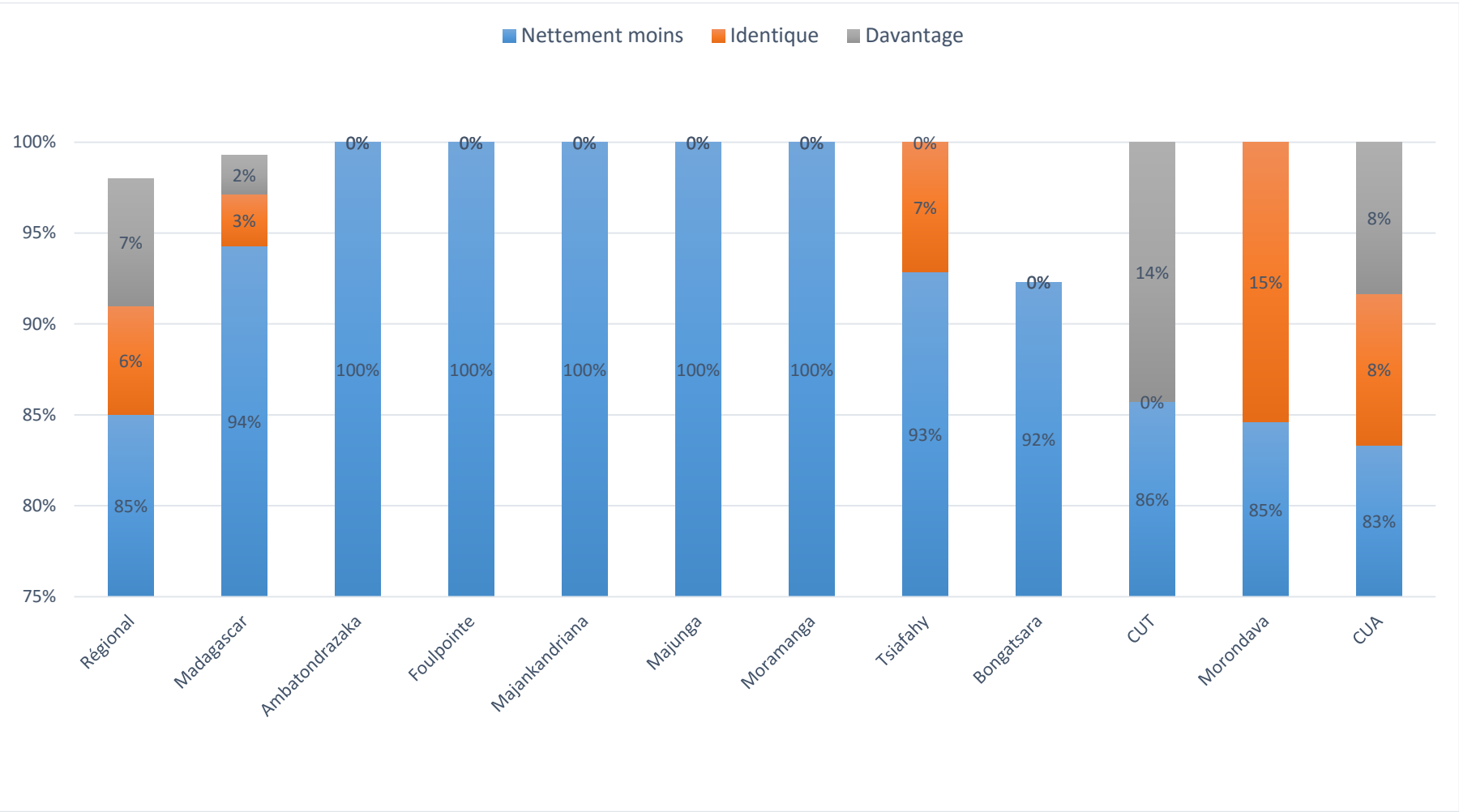
Graphique 6.2 : Prévalence des VBG avant et après le programme



Le graphique 6.2 démontre la prévalence des VBG avant et après le programme. Pour Madagascar, il indique que le projet a réduit la prévalence des VBG en général. A la base, celle-ci était de 36. A la fin du projet, la prévalence des VBG avait diminué à 31, soit une baisse de 5 points. Cette diminution est légèrement supérieure à celle du niveau régional, qui a enregistré une diminution de 4 points.

	Score de base	Progrès	Variance
Régional	43	39	-4
Madagascar	36	31	-5
Tsiafahy	29	34	+5
Morondava	28	33	+5
CUT	34	37	+3
Bongatsara	28	26	-2
Ambatondrazaka	39	36	-3
Mahavelona Foulpointe	40	33	-7
Moramanga	37	28	-9
CUA	46	36	-10
Manjakandriana	33	23	-10
Mahajanga	50	21	-29

Graphique 6.3 : Changement à propos des violences rapportées



Acteurs de changement

RAZAFINDRAKOTO Sarindra Malala, commune rurale de Tsiafahy



Razafindrakoto Sarindra Malala
Photo: Zotonantenaina Razanadratefa

«J'ai gagné le respect de mon entourage»

Sarindra est une des bénéficiaires du projet, issue de la commune de Tsiafahy. Elle a un enfant et vit avec son compagnon.

Sarindra a commencé la formation en 2013. Elle a assisté à quatre étapes de la formation. Les cours sur la gestion des ressources et des dépenses, la mise en place d'une stratégie et d'une méthode de travail, ont été intéressantes pour elle tant au niveau professionnel que personnel. Elle a appliqué et suivi chaque conseil et le résultat a été rapide car son affaire s'est développée et son niveau de vie s'est amélioré.

Cette formation a été une opportunité pour Sarindra. Sa mère se retrouvant seule à l'élever après le décès de son père, n'avait pas les moyens pour qu'elle poursuive ses études. Sarindra n'a jamais connu son père mais elle sait seulement que c'était un militaire qui est parti vivre dans la ville de Tuléar.

Malgré les efforts de sa mère pour l'envoyer à l'école, elle a dû tout stopper pour trouver du travail et contribuer au maigre budget familial.

Les employeurs de Sarindra chez qui elle logeait, l'ont fait reprendre le chemin de l'école. Ainsi, le matin, elle travaillait et dès qu'elle terminait le travail, elle allait à l'école publique. Pourtant, un jour, sa mère a eu un différend avec son employeur. Ce qui a fait que Sarindra a dû abandonner son travail et retourner vivre chez sa mère.

A 14 ans, Sarindra a dû travailler à nouveau, sa mère étant enceinte et ne pouvant plus subvenir aux besoins de la famille. Pour cela, Sarindra a fait plusieurs petits boulots, notamment la lessive chez des particuliers, l'arrosage des champs de légumes, le transport des briques etc.

Quelques années plus tard, Sarindra est tombée amoureuse de son futur mari avec lequel elle a eu un enfant. Après leurs fiançailles, ce dernier a dit qu'il avait trouvé du travail dans un autre village. Sauf que le premier jour où il est parti travailler, il n'est jamais rentré à la maison. Sarindra s'est retrouvée seule avec son bébé. Elle a dû retourner au travail. Depuis qu'elle a suivi la formation, elle a développé une activité de culture et de vente de fraises. Elle a fait beaucoup d'efforts pour réaliser son business plan établi lors de la formation. Elle a amélioré son activité et s'est diversifiée dans l'élevage. Elle a commencé à fabriquer et à vendre du yaourt à boire.

En calculant bien ses ressources et ses dépenses, Sarindra a maîtrisé ses finances et a pu faire des économies. Après avoir suivi le cours sur la gestion, elle a pris le risque de réinvestir ses bénéfices pour faire prospérer son affaire et cela a porté des fruits.

Cette réussite est appréciée de son entourage. Sarindra suscite la curiosité du voisinage qui autrefois ne tenait pas compte d'elle. Aujourd'hui, ses voisins n'hésitent pas à lui demander conseil. Elle ne se fait pas prier et répond à toutes les questions.

Pourtant, Sarindra a rencontré de sérieuses difficultés pour pouvoir assister à la formation. Il a fallu réorganiser sa vie de famille. Ce n'était pas évident non plus de se retrouver dans un groupe restreint, de prendre des notes, d'écouter, de suivre et de participer. Elle avait l'impression d'être retournée sur les bancs de l'école.

Après la formation, Sarindra a repris confiance en elle. Elle n'hésite pas à aider, à donner des conseils sur l'importance de l'indépendance financière de la femme, l'autonomie face au mari et aux parents car d'après son ancienne expérience, elle a subi différentes sortes de violence de son ancien compagnon, des tromperies, des insultes mais aussi une violence morale de son entourage à l'époque où elle avait des difficultés financières.

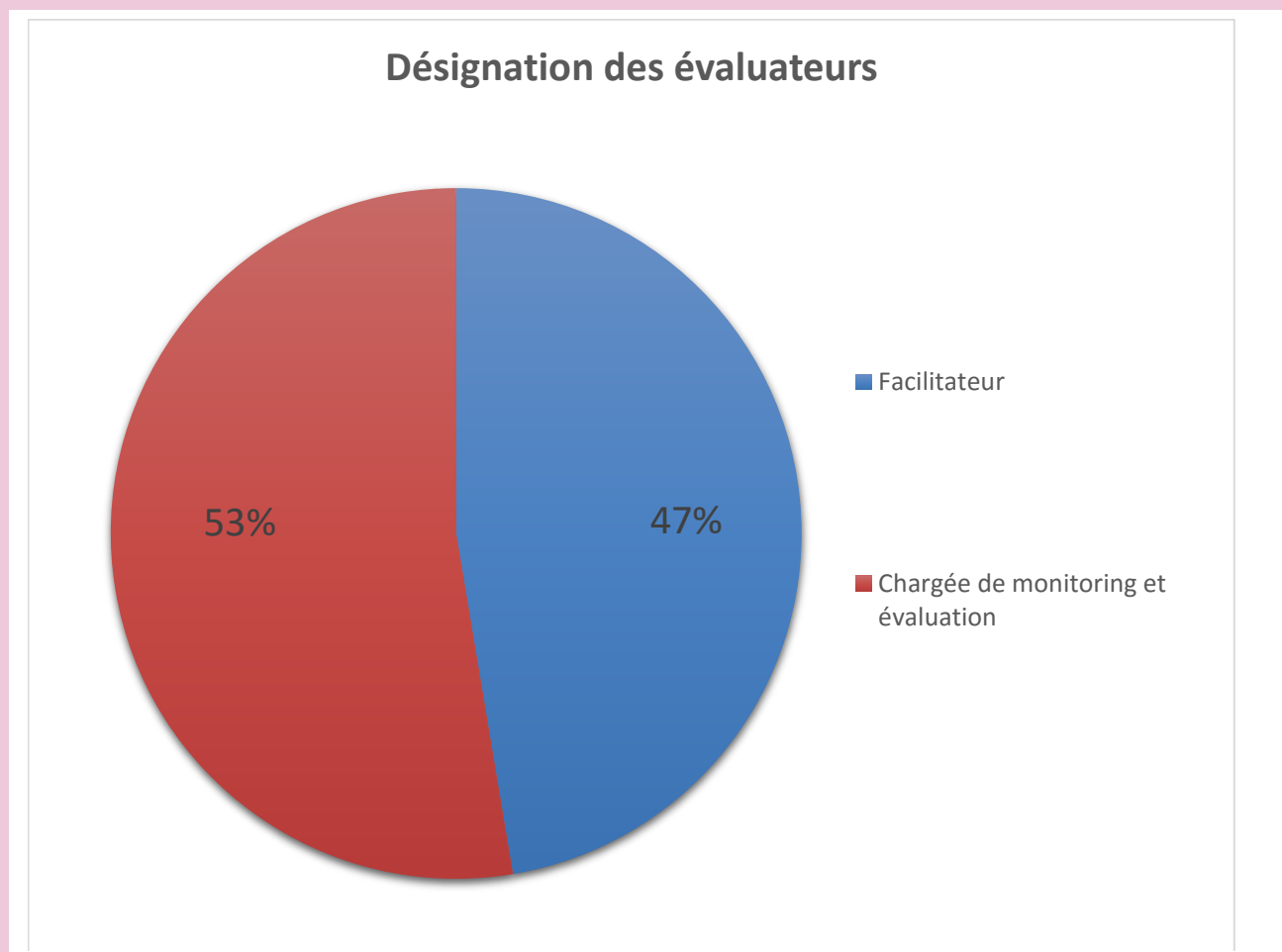
Sarindra est devenue curieuse et arrive à se concentrer sur ce qu'elle entreprend alors qu'autrefois, elle pensait qu'elle ne ferait rien de bon de sa vie.

L'accès aux nouvelles technologies comme l'ordinateur, l'Internet, le mél, à des lieux prestigieux, à des réceptions dans de grands hôtels, la rencontre avec les élus lui ont donné de l'expérience et lui ont permis d'avoir une meilleure estime d'elle-même.

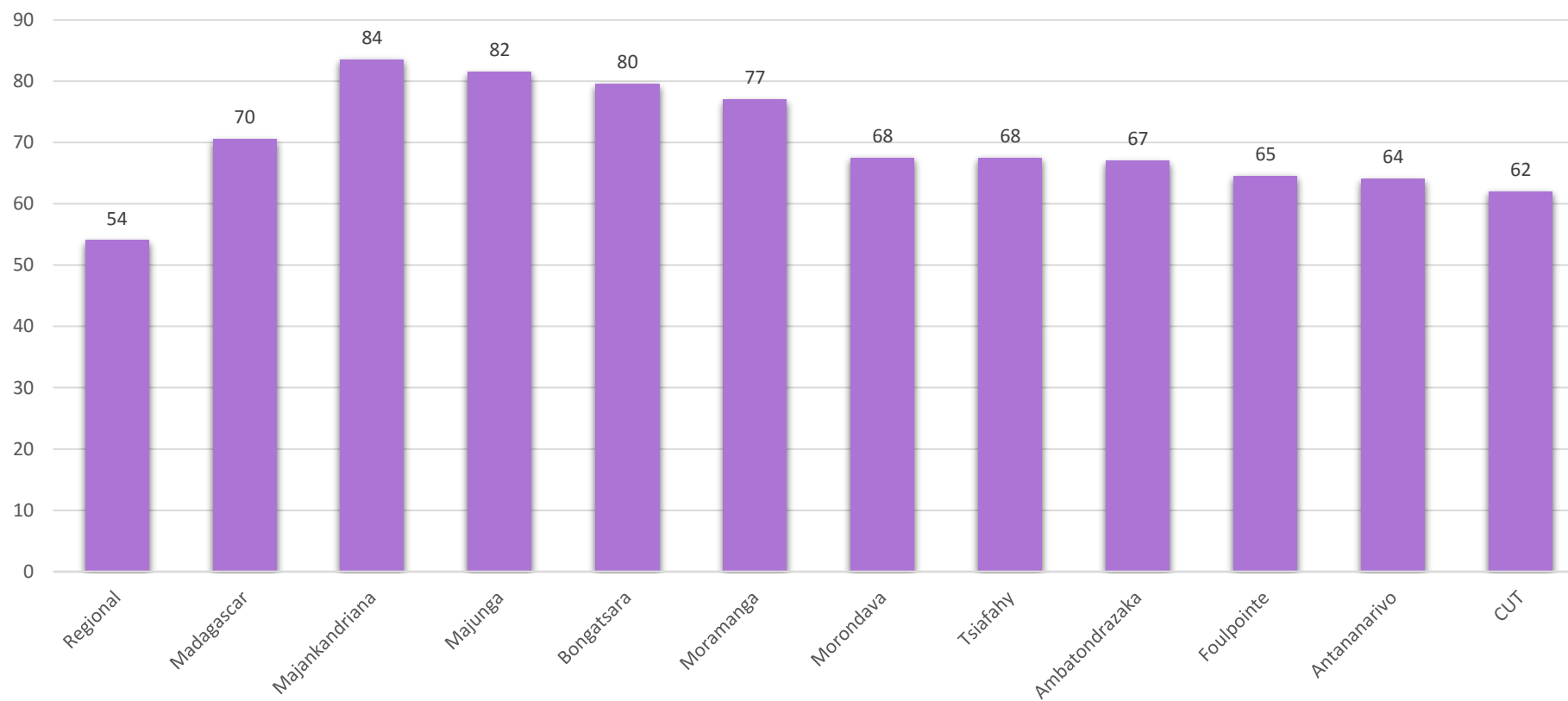
A ce jour, elle a gagné le respect de son entourage. Elle ne subit plus de violence et a reconstruit sa vie. Elle projette de développer d'autres activités en ligne avec ce qu'elle fait déjà et d'avoir une vie de famille heureuse et stable.

7- CHANGEMENT AU NIVEAU DE LA COMMUNAUTE

7.1 : Annotation du soutien des communes



Graphique 7.1: Annotation du soutien des communes: régional, pays, commune



Etude de cas : commune urbaine de Manjakandriana

Manjakandriana est une commune urbaine située dans la province d'Antananarivo, au centre de Madagascar. Manjakandriana est à 47 kilomètres de la capitale, sur la Nationale 2. Les principales occupations de la population sont l'agriculture, l'élevage, l'apiculture et le commerce.

Avant l'intervention de GL, même si la commune avait une femme comme maire, les femmes ne s'impliquaient pas activement dans le développement de la localité. La plupart d'entre elles sont victimes de différentes formes de violence. Les hommes ont toujours été dominants dans tous les domaines, en particulier dans la gestion et la prise de décision. L'occupation principale des femmes étaient les tâches ménagères. La société était dominée par les mariages traditionnels. Il y avait des conflits constants sur les questions foncières et la transmission du patrimoine.



Ravaloriaka Eva, maire de la commune de Bongatsara

Photo : Razanadratefa Zotonantenaina

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=39971

L'intégration du genre dans la commune a permis aux leaders communautaires de se fixer des objectifs pour faire les femmes s'engager dans la lutte contre toutes les formes de violence et de lancer des programmes pour l'autonomisation financière de celles-ci en vue de développer l'infrastructure sociale et ainsi répondre aux besoins réels des femmes et des hommes.

La commune a intégré le genre en approche transversale dans toutes ses affaires. Avec l'application du plan d'action sur le genre et la constitution de la commission et l'inclusion du budget sensible au genre, la ville a été en mesure de réaliser diverses activités, y compris l'utilisation de la haute intensité de main d'œuvre (HIMO). Elle a réussi à mobiliser les femmes et les hommes pour achever la remise en état des infrastructures routières reliant les différents *Fokontany* (village).

C'est en 2014 que le projet sur l'entrepreneuriat a été mené dans la commune de Manjakandriana. Il y a eu 20 participants. Les responsables communaux ont salué l'initiative et ont remercié GL d'avoir introduit ce projet dans la commune. La mairesse a assisté elle-même au programme, du premier atelier jusqu'à son évaluation finale. Elle a également soutenu GL dans la sélection des participants. Avant le démarrage du projet, la commune a mené une enquête pour connaître le taux de violence. A l'issue de l'exercice, elle a pu identifier les femmes qui en sont le plus victimes et ce sont elles qui ont été choisies en priorité pour assister et participer à la formation.

La commune a également contacté ces participantes dont la majorité étaient injoignables par téléphone et vivent dans des villages reculés. Elle a insisté pour qu'elles puissent venir aux ateliers. Même si certaines vivaient très loin, elles ont toutes réussi à être à l'heure pour assister aux formations. Tous les ateliers ont eu lieu dans la salle de réunion de la ville, ce

qui a permis de réduire les coûts des formations. La restauration a également été assurée par l'association des femmes de la commune.

La commune a aussi dirigé le suivi des bénéficiaires à l'issue de la formation. Après la phase 2 du programme, la mairesse a organisé une réunion spéciale avec les responsables de la banque locale afin d'ouvrir un compte bancaire pour chaque participante. Toutes ont pu avoir un compte et certaines d'entre elles ont même obtenu un prêt.

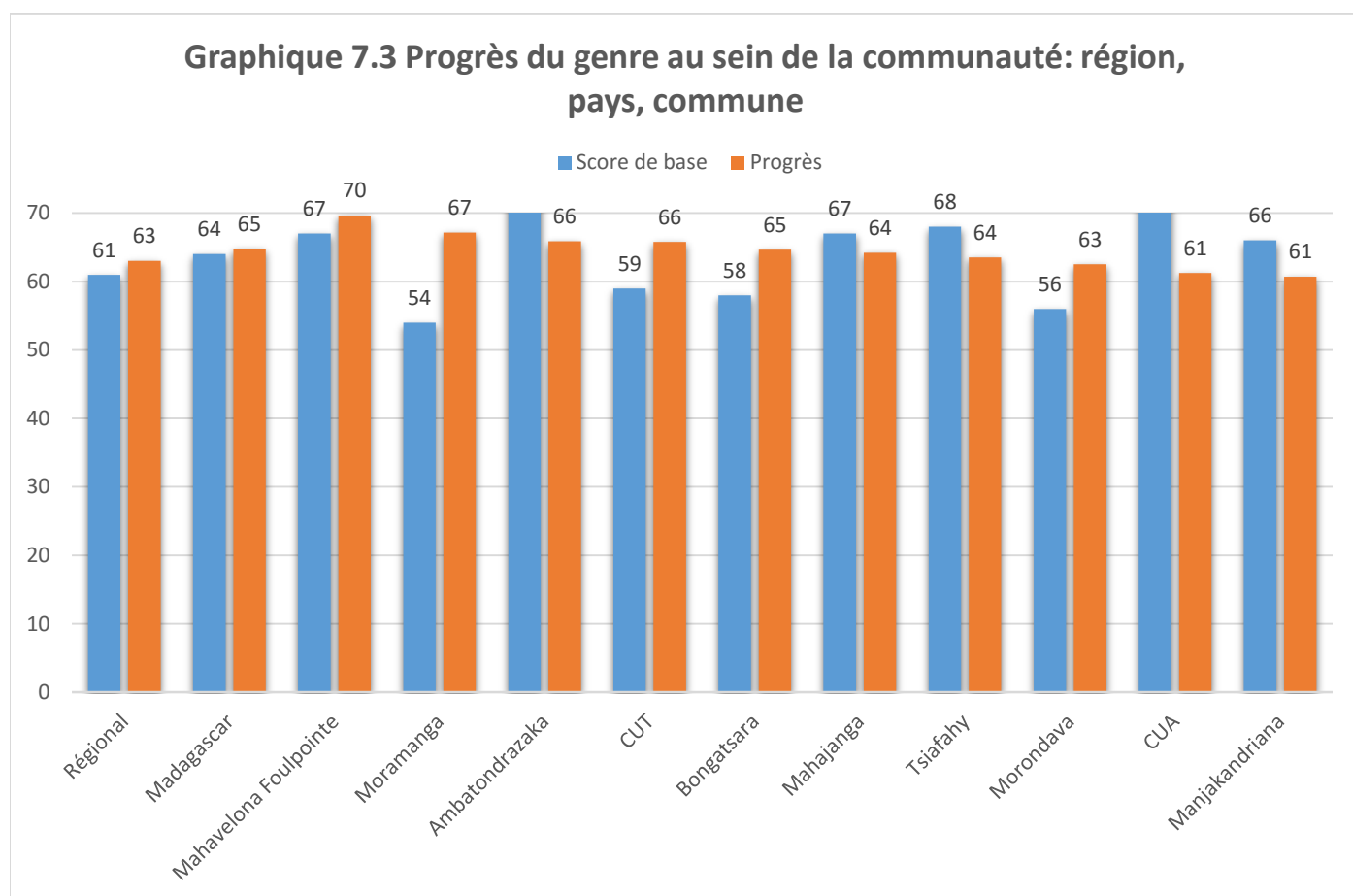
La commune a fait des efforts considérables par rapport à la facilitation de l'accès à la terre. La mairesse a organisé la distribution de certificats fonciers tous les trois mois et la parité a toujours été respectée au niveau des bénéficiaires des terres.

Grâce à l'appui d'une association locale, quelques participantes ont même pu bénéficier d'une assistance technique et matérielle comme des machines à coudre, des semences, etc. Toutefois, la commune a besoin du soutien de GL pour l'organisation de formations spécifiques sur l'agriculture, l'élevage ou l'artisanat.

7.2 : Annotation du soutien de chaque commune

Critères d'évaluation	Score moyen
Contribution à l'invitation des participantes pour les ateliers	91 %
Volonté à accompagner les bénéficiaires pendant et après les ateliers	83 %
Soutien de la direction de la commune (maires, conseillères, etc.)	82 %
Participation du point focal du genre ou champion du genre lors des ateliers	82 %
Contribution du personnel de la commune pendant les ateliers	82 %
Assistance à l'identification des participantes	80 %
Appropriation du projet	79 %
Assistance à assurer la participation des mêmes personnes à chaque étape du projet	79 %
Attitude plus favorable à l'élimination des VBG dans leur localité à l'issue du projet	78 %
Renforcement du plan d'action du genre de la commune à l'issue du projet	76 %
Contribution de la commune à la réduction des coûts des formations	75 %
Attitudes plus favorables à l'autonomisation économique des femmes à l'issue du projet	72 %
Vulgarisation du projet	71 %
Assistance de la commune dans l'identification des entreprises privées invitées aux ateliers	71 %
Assistance de la commune dans l'identification des services gouvernementaux et de soutiens disponibles localement	70 %
Assistance de la commune dans l'identification des organisations locales qui peuvent contribuer au projet	70 %
Formations complémentaires et/ou mentorat	68 %
Accès à des espaces de vente au sein des marchés locaux	68 %
Assistance de la commune dans l'identification des services financiers et aux ressources financières	67 %
Accès aux appels d'offres/offres de sous-traitance de la commune	66 %
Accès aux emplois de la commune	54 %
Accès aux ordinateurs/NTIC	51 %
Accès aux fonds de démarrage	50 %
Soutien dans l'ouverture des comptes bancaires	50 %
Accès à la terre	47 %

Graphique 7.3 : Progrès du genre au sein de la communauté



Le graphique 7.3 démontre les progrès du genre au sein de chaque commune. Au niveau régional, une augmentation de 3 % a été enregistrée tandis que pour Madagascar, le score a progressé d'un point, une moyenne pour toutes les communes d'intervention.

8- CHANGEMENT AU NIVEAU DE LA SOCIETE

L'application de ce projet s'inscrit dans la réalisation du plan d'action de lutte contre les VBG dans les dix communes cibles. Ces dernières ont développé en amont des plans d'action afin d'autonomiser les femmes victimes des violences dans leur communauté.

Durant la réalisation du projet, les responsables communaux ont adopté des politiques locales de développement économique, suivies d'actions concrètes pour accompagner ces femmes afin

qu'elles deviennent des entrepreneures émergentes. Ces actions varient d'une commune à une autre, entre autres l'octroi de terres, la mise à leur disposition d'infrastructures, la donation de pépinières ou éventuellement de matières premières pour que les bénéficiaires puissent débiter ou développer leur petite affaire. Les responsables communaux, maires et conseillers sont désormais conscients de l'importance de l'intégration des actions liées à l'autonomisation des femmes dans leur budget respectif.

Il s'est avéré lors de la réalisation de ce projet que la dépendance financière de la femme par rapport à son mari, à son partenaire ou à un membre de sa famille est l'une des sources des VBG. L'autonomisation de la femme à travers un projet de ce type est une condition sine qua non pour lutter contre les VBG. Outre les actions de sensibilisation et de formation sur les droits de la femme en général et les VBG en particulier, les questions liées à l'entrepreneuriat féminin doivent être incluses dans toutes les politiques publiques locales, ainsi que dans toutes les stratégies et projets liés à la lutte contre les VBG.



Célébration des 16 jours d'activisme contre les VBG à Morondava

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=42718

9- Optimisation des ressources – rapport qualité-prix

Ce projet a été mis en œuvre par un consultant dans tous les pays bénéficiaires sauf à Madagascar. En effet, la «*Country Manager*» de Madagascar est gestionnaire de formation et possède une expérience pratique en entrepreneuriat depuis plus de dix ans. GL a utilisé ses services pour la réalisation de ce projet, à l'exception de la phase IV. Ce qui a permis à GL d'économiser Ar 52 000 000 sur les honoraires de consultant à Madagascar.

Pour la réalisation de la phase IV du projet, sur les dix communes, les ateliers dans six d'entre elles ont été facilités par deux consultants tandis que l'équipe de GL a déployé ses efforts dans quatre communes malgré le fait que le budget pour les consultants prévoyait pour les dix communes. Ainsi, GL a économisé sur les honoraires des deux consultants dans quatre communes pour un total de Ar 3 200 000. Avec ces économies le bureau a pu traduire vingt expériences personnelles des bénéficiaires.

De plus, pour économiser au niveau du carburant, les deux consultants ont pris une seule voiture pour leurs missions malgré la distance entre les communes et leur domicile. Ce qui fait qu'elles ont pu économiser Ar 610/km pour une valeur Ar 3 022 500

Tableau indicateur des gains

Date	Activités	Lieu	Détails	Total en Ariary	Somme dépensée	Somme épargnée
Honoraires phase I - III						
Jan 2013-Oct 2015	Phase I-III	Ambatondrazaka	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2016	Phase I-III	CUA	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2017	Phase I-III	Manjakandriana	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2018	Phase I-III	Foulpointe	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2019	Phase I-III	Majunga	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2020	Phase I-III	Moramanga	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2021	Phase I-III	CUT	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2022	Phase I-III	Tsiafahy	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2023	Phase I-III	Morondava	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
Jan 2013-Oct 2024	Phase I-III	Bongatsara	Facilitation d'ateliers	MGA 5 200 000.00	MGA 0.00	MGA 5 200 000.00
				MGA 52 000 000.00	MGA 0.00	MGA 52 000 000.00
Facilitation phase IV						
Oct-15	Phase IV	Ambatondrazaka	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 800 000.00	MGA 0.00
Nov-15	Phase IV	CUA	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 800 000.00	MGA 0.00
Déc-15	Phase IV	Manjakandriana	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 0.00	MGA 800 000.00

Date	Activités	Lieu	Détails	Total en Ariary	Somme dépensée	Somme épargnée
Janv-16	Phase IV	Foulpointe	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 800 000.00	MGA 0.00
Févr-16	Phase IV	Majunga	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 0.00	MGA 800 000.00
Mars-16	Phase IV	Moramanga	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 0.00	MGA 800 000.00
Avr-16	Phase IV	CUT	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 800 000.00	MGA 0.00
Mai-16	Phase IV	Tsiafahy	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 800 000.00	MGA 0.00
Juin-16	Phase IV	Morondava	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 800 000.00	MGA 0.00
Juil-16	Phase IV	Bongatsara	Facilitation d'ateliers	MGA 800 000.00	MGA 0.00	MGA 800 000.00
Sous total facilitation phase IV				MGA 8 000 000.00	MGA 4 800 000.00	MGA 3 200 000.00
Economie au niveau du carburant						
Oct-15	Phase IV	Ambatondrazaka	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 660 000.00	MGA 330 000.00	MGA 330 000.00
Oct-15	Phase IV	CUA	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 120 000.00	MGA 60 000.00	MGA 60 000.00
Oct-15	Phase IV	Manjakandriana	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 130 000.00	MGA 65 000.00	MGA 65 000.00
Oct-15	Phase IV	Foulpointe	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 980 000.00	MGA 490 000.00	MGA 490 000.00
Oct-15	Phase IV	Majunga	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 1 360 000.00	MGA 680 000.00	MGA 680 000.00
Oct-15	Phase IV	Moramanga	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 270 000.00	MGA 135 000.00	MGA 135 000.00
Oct-15	Phase IV	CUT	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 854 000.00	MGA 427 000.00	MGA 427 000.00

Date	Activités	Lieu	Détails	Total en Ariary	Somme dépensée	Somme épargnée
Oct-15	Phase IV	Tsiafahy	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 61 000.00	MGA 30 500.00	MGA 30 500.00
Oct-15	Phase IV	Morondava	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 1 560 000.00	MGA 780 000.00	MGA 780 000.00
Oct-15	Phase IV	Bongatsara	Deux consultants ont partagé une voiture pour effectuer leurs missions	MGA 50 000.00	MGA 25 000.00	MGA 25 000.00
Total des économies au niveau du carburant				MGA 6 045 000.00	MGA 3 022 500.00	MGA 3 022 500.00

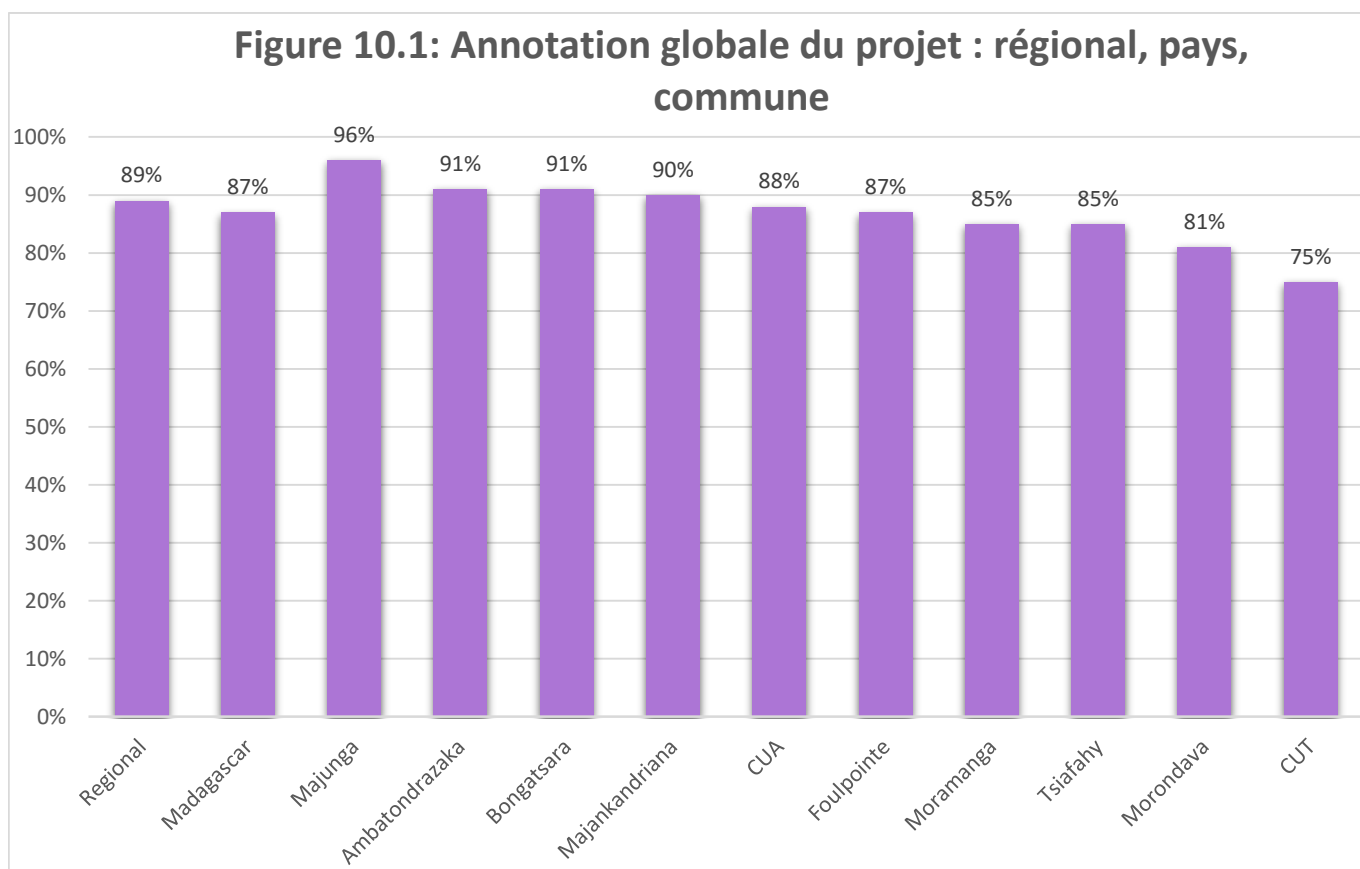
Tableau 9.1 : Tableau démontrant l'augmentation des revenus des bénéficiaires avant et après le programme

Tableau 9.1: Moyenne des revenus mensuels à l'issue du projet (En Ariary)

	Revenus mensuels nets avant le projet	Revenus annuels nets avant le projet	Revenus mensuels nets après le projet	Revenus annuels nets après le projet	Augmentation avant et après le projet	% Augmentation
Régional	60 964 600	731 576 600	179 826 000	2 157 912 600	1 426 335 800	66%
Madagascar	13 848 200	166 178 400	26 616 800	319 401 600	153 223 200	48%
Majankandriana	127 800	1 533 600	629 800	7 557 600	6 024 000	80%
Majunga	1 055 000	12 660 000	3 815 000	45 780 000	33 120 000	72%
CUT	1 783 000	21 396 000	4 872 000	58 464 000	37 068 000	63%
Bongatsara	255 000	3 060 000	566 000	6 792 000	3 732 000	55%
Foulpointe	1 989 000	23 868 000	4 208 000	50 496 000	26 628 000	53%
Moramanga	2 323 000	27 876 000	4 417 000	53 004 000	25 128 000	47%
Morondava	1 941 000	23 292 000	3 276 000	39 312 000	16 020 000	41%
Ambatondrazaka	1 430 000	17 160 000	2 305 000	27 660 000	10 500 000	38%
Tsiafahy	1 140 600.00	13 687 200	1 387 000	16 644 000.00	2 956 800	18%
CUA	1 803 800	21 645 600	1 141 000	13 692 000	-7 953 600.00	-58%

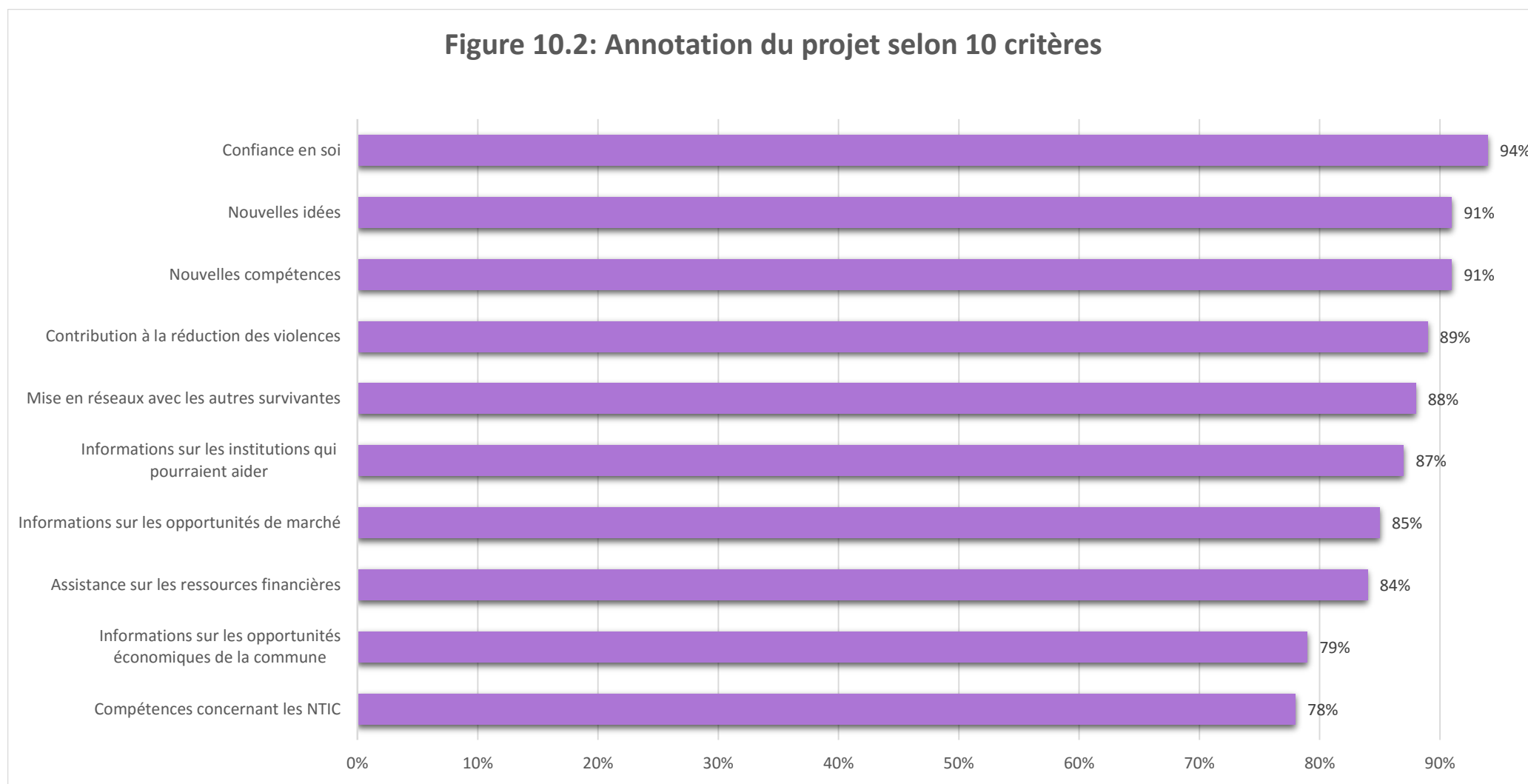
10- CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Graphique 10.1 : Annotation globale du projet



A Madagascar, les bénéficiaires sont satisfaites des résultats du projet à hauteur de 87 % contre 89 % au niveau régional. La commune de Mahajanga a obtenu le meilleur score avec 96 % de satisfaction tandis que la commune urbaine de Toamasina a eu le score minimal, soit 75 %. Tous les bénéficiaires estiment qu'il aurait été plus judicieux si le projet avait prévu un appui financier pour la réalisation des business plans.

Graphique 10.2 : Annotation du projet selon 10 critères



REFLEXION DES FORMATEURS

RANDRIANJAVONY Kathy, formatrice de GL



Randrianjavony Kathy, formatrice de GL

Photo: Razanadratafa Zotonantenaina

http://gemcommunity.genderlinks.org.za/gallery/main.php?g2_itemId=44337

«Diplômée en Master II dans la filière gestion financière et comptabilité et consultante nationale depuis six ans, j'ai été facilitatrice du projet sur l'entrepreneuriat mené par GL pendant la phase 4 du projet. J'ai également assisté GL dans l'organisation de deux sommets nationaux.

Avant, j'ai participé à divers projets à caractère social, notamment sur l'éducation (projet de Consultation Régionale sur le Plan Intérimaire de l'Éducation des enfants défavorisés), la santé (recherche sur la désinfection des eaux par le zinc), le marketing social, etc.

Le fait de faciliter les formations sur l'entrepreneuriat a été très enrichissant pour moi. Le programme permet de donner aux participantes des outils indispensables

pour une approche plus pragmatique en vue qu'elles acquièrent confiance en elles dans la conduite de leur activité entrepreneuriale.

Le programme est destiné aux survivantes des VBG. Ce qui laisse supposer qu'elles ont reçu des formations initiales à différents niveaux allant de l'école primaire à l'université. Le défi consistait à donner une formation unique à toutes les participantes, sans considération du niveau d'instruction, tout en focalisant sur les illustrations des cours par des cas très concrets.

La collaboration entre les communes ciblées et GL a été très fructueuse. D'une part, les communes ont mesuré l'importance de donner une attention particulière aux survivantes pour le développement harmonieux de la localité. D'autre part, GL a contribué à l'amélioration du niveau de vie de ces femmes. Les communes ont également appuyé GL dans la préparation et l'organisation des ateliers et des rencontres avec les partenaires potentiels locaux (associations, ONG, agences de micro finance). Le soutien des communes a largement contribué à l'application du projet en général. De même, le programme a inspiré les communes à propos des possibilités de renforcement de leurs plans d'action sur l'autonomisation des femmes et la lutte contre les VBG.



Les participantes de Mahajanga

Photo: Razanadratafa Zotonantenaina

Une des expériences qui m'a le plus marquée était celle de Mahajanga où le dernier jour de la formation a coïncidé avec la visite officielle de la Première Dame qui a inauguré la Maison de l'Artisanat destinée aux femmes de la région. Toute l'équipe de GL a pleinement participé aux différentes manifestations prévues ce jour-là. Les participantes ont grossi les rangs de la

marche organisée à travers la ville, brandissant une pancarte avec le slogan de GL. Les femmes entrepreneures ont prêté main forte à l'équipe de la commune urbaine de Mahajanga et ont participé à l'accueil officiel des hautes personnalités de l'Etat. Ce jour-là, j'ai pu voir la joie et l'émerveillement de nos participantes, leur envie de faire un maximum d'effets, de donner le meilleur d'elles-mêmes pour la réussite de tout ce qui était prévu lors de cette manifestation. Par la suite, j'ai appris qu'elles ont toujours participé aux manifestations à caractère social, organisées par la commune dont la journée des femmes à Mahajanga.

Quelques histoires écrites par les participantes ont retenu mon attention, plus particulièrement celle présentée par une femme de Toamasina et une autre femme de la commune de Tsiafahy, Antananarivo. Le parcours d'une femme entrepreneure de Toamasina, qui a débuté dans la production et la vente de *mofo gasy* (petit pain malagasy) et dans la plantation rizicole à l'échelle familiale. En effet, les acquis de la formation dispensée par GL ont permis à cette femme courageuse de diversifier ses activités et de se lancer dans la pisciculture. Deux ans après, elle en est à son troisième étang piscicole. Par ailleurs, elle a participé à la grande foire de la pisciculture, organisée dernièrement dans la capitale.

L'histoire d'une autre participante de la commune de Tsiafahy m'a également beaucoup impressionnée. Son activité consiste à planter et à vendre des fraises sur place. Toutefois, le marché local est saturé, étant donné que bon nombre de personnes pratiquent cette culture de fruits rouges et elle arrive difficilement à écouler ses produits. Après avoir reçu la formation de GL, cette femme courageuse a pu améliorer ses ventes par la recherche de nouveaux marchés au niveau de la capitale. Ses efforts ont été payants car elle a pu décrocher un marché d'approvisionnement régulier auprès d'un grand magasin d'Antananarivo. Par la suite, elle n'a cessé d'améliorer la qualité des fruits à livrer, ce qui lui a valu une formation professionnelle dans le domaine de la production des fruits de qualité. Actuellement, elle assure la formation des producteurs de fraises de Tsiafahy afin d'augmenter la production de ces fruits, tout en tenant compte des qualités requises pour améliorer les ventes.

En général, nous avons constaté une amélioration des conditions de vie des survivantes. Toutefois, nombreuses sont les femmes qui n'ont pas osé appliquer l'approche entrepreneuriale dans leur activité de production et/ou de vente. Cette situation s'explique par le manque de moyens financiers pour démarrer ou améliorer une activité entrepreneuriale et par le manque de confiance en soi pour s'aventurer dans ce monde où l'économie de marché règne sans partage, avec l'âpreté de la concurrence à surmonter.

La réalisation de la phase IV du projet m'a beaucoup inspirée étant donné que c'était l'occasion aussi bien pour les femmes concernées que pour moi d'écouter le vécu quotidien de ces femmes venues de divers horizons et voir comment elles ont pu améliorer leur vie grâce au projet. C'était également une opportunité de voir le changement de leurs attitudes par rapport à l'approche du genre ainsi qu'aux VBGs. Les bénéficiaires ont pu mettre en œuvre leurs business plan en général en exception de quelques femmes qui ont été bloquées suite à l'absence des fonds pour démarrer ou améliorer leurs activités.

Ainsi, nous proposons que GL soit l'interface entre les organismes de microfinances existants et les survivantes qui arrivent à présenter un business plan recevable. Sur ce dernier point, GL devrait cautionner en partie la qualité du projet à présenter aux bailleurs de fonds. GL devrait également établir avec eux des modalités de prêts beaucoup plus accessibles aux survivantes.

Recommandations :

- Etablir un planning de suivi dans l'application du business plan réalisé au cours de la formation. Cette étape est vraiment indispensable pour l'avenir des participantes, étant donné qu'elle permet de bien les encadrer dans la gestion quotidienne de leur activité et d'identifier à temps leurs besoins ou leurs problèmes en vue d'y remédier.
- Il faudrait également que le mentor soit toujours disponible, réceptif et à l'écoute des difficultés rencontrées par les femmes dans l'exercice de leur activité, ainsi que dans l'application effective du business plan. Une motivation du mentor, pour un temps prédéterminé, devrait être prise en considération pour que l'opération marche correctement.
- Orienter la formation, tout en tenant compte des activités de travail en cours des survivantes. Ainsi, les discussions en salle entre les participantes et les intervenants (GL, communes, mentors, autres ONG, organismes de microfinance etc.) reposeront sur des cas concrets qui intéresseraient beaucoup plus les concernées par rapport à des exemples d'autres domaines de production et/ou de vente. Par exemple, un agriculteur a davantage besoin d'un appui technique et financier dans le domaine agricole (choix de semences, calendrier cultural modifié selon l'impact du changement climatique, techniques agricoles, la vulgarisation, la conservation et/ou la transformation des produits) que d'une formation générale.

Annexe A: Analyse des atouts, faiblesses, opportunités du projet et marche à suivre

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Marche à suivre
Interne	Méthodologie <ul style="list-style-type: none"> • Approche unique pour mettre fin aux VBG • Manuels de formation développés par GL et traduit en malgache • Outils de suivi et d'évaluation développés par GL et traduit en malgache • Le programme a été piloté, testé et évalué et est prêt à être répliqué avec quelques révisions 	<ul style="list-style-type: none"> • Appropriation des manuels par les bénéficiaires malgaches (différence au niveau des contextes de chaque pays) 	<p>Contribution à l'amélioration des connaissances.</p> <p>Vulgariser et rentabiliser le programme au profit de GL.</p> <p>Le programme peut être répliqué dans d'autres provinces et communes.</p> <p>Jumeler les meilleures communes avec celles qui sont moins avancées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration et publication d'un rapport et d'un DVD • Révision des manuels et des outils de suivi et d'évaluation selon les recommandations • Recherche de financement • Faciliter la mise en réseau des communes afin de réduire les coûts du projet et assurer sa pérennisation
	Participation 183 femmes ont pu bénéficier du programme, au lieu de 150 (33 de plus)	<ul style="list-style-type: none"> • Niveau d'éducation des participantes • Certaines participantes ont abandonné le programme à mi-chemin • Les participantes n'ont pas le même niveau lors des formations, ce qui a 	Revoir les critères de sélection des bénéficiaires et leur niveau d'éducation.	<ul style="list-style-type: none"> • Revoir les critères de sélection • Clarté à propos des populations cibles

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Marche à suivre
		différencié les impacts du projet sur les bénéficiaires		
	Logistique Le projet a touché quatre provinces sur six, dont Antananarivo, Mahajanga, Toamasina et Toliara	<ul style="list-style-type: none"> • Long trajet vers les communes d'intervention • L'enchaînement de chaque phase du projet n'a pas suivi le même intervalle pour toutes les communes, ce qui a rendu difficile l'évaluation des bénéficiaires 	Le projet peut être étendu à d'autres communes et provinces. Faciliter les échanges entre les communes pour capitaliser sur les acquis et favoriser la synergie des actions. Réviser la planification des formations.	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser la sélection des communes en fonction des distances entre elles • Jumeler les communes pour favoriser les échanges et la pérennisation du projet
Externe	Impact sur les VBG <ul style="list-style-type: none"> • Volonté des survivantes à raconter leurs histoires • Amélioration de la confiance en soi et la capacité en entreprendre • Réduction des violences • Les plans d'action du genre et 	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'abandon des bénéficiaires • Certaines des participantes ne sont pas des survivantes de violences 	Dans certaines communes, les bénéficiaires se sont regroupées en associations, qui peuvent être valorisées lors des projets futurs.	<ul style="list-style-type: none"> • Sélectionner des communes qui disposent des ressources et qui ont la volonté d'accompagner les bénéficiaires à long termes • Collaborer avec les institutions qui prennent en charge les survivantes de

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Marche à suivre
	des VBG des communes ont été révisés et incluent l'intégration du genre dans la politique économique locale		Revoir le modèle et la sélection des communes afin d'optimiser l'impact du projet.	VBG
	Financement <ul style="list-style-type: none"> Financement pour le projet pilote Apport des communes bénéficiaires concernant la logistique et l'application générale du programme Reconnaissance des bailleurs de fond 	<ul style="list-style-type: none"> Financement des projets commerciaux des bénéficiaires 	Diversification des financements. Collaboration avec le secteur privé.	Revoir les stratégies de financement et l'approche pour diversifier les financements
Autres	<ul style="list-style-type: none"> Identification des communes centres d'excellence et qui peuvent travailler avec GL 	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'engagement de certaines communes Manque de suivi après l'intervention de GL Manque de financement pour les services tels que le mentorat des bénéficiaires Manque de financement pour continuer le 	Appui technique pour les communes les moins avancées. Jumeler les meilleures communes avec celles moins avancées.	<ul style="list-style-type: none"> Recherche de financement pour étendre le programme dans 10 autres communes Jumeler les meilleures communes avec les moins avancées Formation du staff de la commune

	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Marche à suivre
		programme		<ul style="list-style-type: none"> • Appui technique pour les anciennes communes